

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 10
DIMANCHE 11 JUILLET**
N° 231 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission Paritaire n°56942

YASSER ARAFAT:

Les chars syriens s'apprêtent à attaquer Beyrouth

Yasser Arafat a demandé la réunion urgente des chefs d'Etat arabes pour prendre des mesures concrètes contre l'invasion syrienne au Liban. Celle-ci devient chaque jour plus meurtrière. Arafat a déclaré qu'il avait des informations précises sur la prochaine attaque syrienne, qui visera la ville de Beyrouth : un bataillon blindé équipé de lance-roquettes s'apprête à commettre des massacres dans la capitale.

Dans tout le pays, les forces d'invasion syriennes préparent le massacre de la population qui a pris les armes contre elles. Au nord, au sud, dans la Bekaa et autour de Beyrouth, les troupes syriennes prennent la relève des forces réactionnaires libanaises, là où celles-ci étaient stationnées. Après la destruction des hôpitaux, des camps, où vivent les Palestiniens et leurs frères libanais, les troupes syriennes organisent la déportation des habitants de ces camps vers les camps d'internement en Syrie, notamment dans la nouvelle prison où se trouvait précédemment la Foire de Damas, transformée à cause des événements. La population déportée habitait dans les camps du nord, de la Bekaa, là où les troupes syriennes ont réussi à pénétrer. Actuellement, le régime syrien vise les habitants de Tell Zaatar, de Beyrouth, de Tripoli, de Saïda, et de Baalbeck, partout où une résistance acharnée s'est manifestée contre l'invasion syrienne.

suite p.7

«SUAREZ, ECOUTE, EUZKADI EST EN LUTTE»

200 000 MANIFESTANTS A BILBAO

MANIFESTATIONS DANS TOUTE L'ESPAGNE



voir p.8

Jeudi 8, une manifestation d'une ampleur jamais vue au Pays Basque a regroupé 200 000 personnes qui ont défilé pendant deux heures dans les rues de Bilbao. Les mots d'ordre étaient scandés : «*amnistie générale*», «*liberté*», «*halte aux tortures*», «*aska tasuna*» («*Pays Basque libre*»), «*dissolution des corps répressifs*», «*liberté pour les prisonniers politiques*», «*libertés syndicales*», «*ouvriers unis jamais ne seront vaincus*». Les manifestants portaient des banderoles de Biscaye, d'associations de quartiers, de partis politiques. En tête du cortège, des enfants des prisonniers politiques portaient eux aussi des banderoles. Devant l'ampleur de la mobilisation, la police a essayé sans succès de couper la manifestation.

La blanchisserie : une vie de bagne !

La journée d'une O.S.



voir p.5

«Le peuple corse ne restera pas indifférent»

la suite de l'INTERVIEW DE MAX SIMÉONI

voir p.6

VIANDE Ceux qui ruinent les petits paysans ont empoché la baisse !

Selon le directeur des prix, M.Villain, le prix de la viande doit baisser chez les bouchers. En effet, de nombreux éleveurs victimes de la sécheresse, n'ayant plus de quoi nourrir leurs bêtes, les font abattre en grand nombre, en les vendant souvent à perte.

S'il y a quelqu'un qui s'est rendu compte de cette baisse, ce n'est toujours pas le consommateur des villes ! Dans les différentes boucheries de quartiers populaires de Paris que nous avons visitées, le roastbeef continuait à osciller de 26,80 F le kilo à 30 F ; mais les clients habituels n'avaient noté aucune baisse de prix au cours des dernières semaines.

Un patron-boucher de quartier m'expliquait que les prix n'avaient baissé que pour la viande de mauvaise qualité, celle des vaches de réforme. Et comme lui vend de la bonne qualité... Un gérant d'une boucherie Bernard, un employé, me dira : «*Les prix au détail ne peuvent pas baisser, même si les prix baissent à l'abattage : il y a tous les intermédiaires...*» Quant aux ménagères qui étaient venues se fournir là, elles avaient accueilli avec scepticisme les déclarations du directeur des prix : «*Même s'il y a un afflux de viande maintenant, les prix ne baisseront pas ; par contre, à l'automne ou à l'hiver, ils vont augmenter : on nous dira alors que c'est la pénurie !*»

suite p.6

L'eau du robinet 10 fois plus polluée que celle des égouts

Dans la région d'Armentières, les habitants se sont habitués à voir les eaux de la Lys polluées et transformées en «égout à ciel ouvert» principalement à cause des déchets déversés par le trust Roquette (aliments pour bétail).

Mais à Sailly-sur-la-Lys, la situation devient dramatique : une famille entière se retrouve à l'hôpital. Après analyse, l'eau qui coule de leur robinet est 10 fois plus polluée que les eaux des égouts des grandes villes. La plainte de la famille auprès du procureur de la république n'a toujours pas abouti.

COORDINATION DES LUTTES RECU TACTIQUE DU BUREAU NATIONAL DE LA CFDT

Syndicalisme-Hebdo, le périodique de la CFDT du 8 juillet, publie un petit article qui se voudrait une mise au point du Bureau National à la suite des violentes attaques contre les coordinations des luttes de la dernière période. Dans cet article, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne brille pas par la clarté d'explications. Il constitue plutôt, dans l'esprit du Bureau National, une tentative de mettre un peu de baume sur la plaie ouverte à l'occasion de la coordination de Besançon.

Suite p. 4

INTERNATIONAL

IL Y A 14 ANS

L'INDEPENDANCE DE L'ALGERIE



Juillet 1962, l'Algérie devenait indépendante. Pour le peuple algérien, c'était l'aboutissement d'une longue lutte de libération nationale. Si la guerre de libération a commencé en 1954, on peut dire que, pendant plus d'un siècle de colonialisme, la résistance n'avait jamais cessé. Ainsi l'insurrection de Sétif en 1945 annonçait cette guerre pour l'indépendance. Dans cette guerre, le peuple algérien doit affronter le terrorisme de l'impérialisme sous toutes ses formes : bombardements, exécutions, tortures, mais aussi ses méthodes les plus « raffînées » : guerre « psychologique », déportation de villageois, utilisation de mercenaires, quadrillage. Mais, une fois de plus, c'est un peuple d'ouvriers et de paysans qui remporte la victoire sur une armée impérialiste moderne et puissante. La

lutte du peuple algérien, par son héroïsme, sa ténacité, mais aussi son refus des compromissions, fut et demeure un exemple pour les peuples du monde. Cette indépendance chèrement acquise, l'Algérie y reste profondément attachée. Pendant ces dernières années, elle s'est opposée victorieusement à la domination économique de l'impérialisme, elle a joué un rôle très importante dans la constitution du Tiers Monde en force politique.

Pour le peuple français, la fin de cette sale guerre était un soulagement. A travers les atrocités de cette guerre, la répression contre les travailleurs algériens et les antifascistes en France, beaucoup commencèrent à prendre conscience de la réalité hideuse de la prétendue

démocratie bourgeoise et de l'impérialisme.

Cette guerre, c'étaient aussi Mitterrand et ses amis au gouvernement, défenseurs de la guerre coloniale et responsables des assassinats, c'est le PCF qui les soutient en dénonçant l'aide au FLN comme provocatrice. Beaucoup de travailleurs se souviennent des responsabilités des politiciens de la fausse gauche à cette époque.

Avec l'indépendance de l'Algérie, c'est la fin d'une époque, celle du colonialisme classique.

N'ayant plus de monopole, de chasse gardée, l'impérialisme français, réduit au rang d'impérialisme secondaire, va essayer de préserver l'essentiel : octroyant l'indépendance à un grand nombre de pays, il y garde une présence militaire et une

domination économique par le biais de la « coopération » dans la « Communauté ». Mais ces tentatives néo-coloniales se heurteront à de grandes difficultés. C'est d'abord l'Algérie qui met en échec le néo-colonialisme en dénonçant les accords d'Evian. Ensuite, d'année en année, à cause de la pénétration d'autres impérialismes et de la volonté d'indépendance des peuples, de nombreux pays, africains en particulier, réviseront les termes de leur « coopération » avec la France, empêchant l'impérialisme d'avoir un projet politique crédible et durable. De fait, avec l'indépendance de l'Algérie commence le processus qui mène à la crise politique de l'impérialisme que nous connaissons aujourd'hui.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Nous avons demandé à deux camarades, Roger (55 ans), qui participait activement au soutien du FLN, et Jean (33 ans) qui a milité contre la guerre dans le mouvement étudiant, de répondre à nos questions pour nous dire ce que représente pour eux cette période de la guerre d'Algérie.

Q.- Tu as participé au soutien au FLN à partir de 1955. Que savais-tu de ce qui se passait en Algérie ? Quelles étaient les idées sur la guerre ?

R.- La presse bourgeoise faisait de l'intoxication. Les sociaux-démocrates, le gouvernement et le PCF étaient tous bien d'accord pour présenter la lutte du peuple algérien comme une guérilla de « bandits »

n'était pas vraiment une nation, qu'elle n'avait pas d'unité avant la colonisation. Ce fut une lutte à outrance là-dessus qui s'est répercutée dans la vie politique française.

Q.- Comment t'es-tu engagé dans le soutien au FLN ?

R.- Pour moi, cela allait de soi. J'avais été dans les FTP, et ensuite j'étais parti dans le corps expédition-

faire ça ! Très vite, en France, la répression n'a pas seulement concerné les Algériens, mais aussi ceux qui les soutenaient ou qui avaient une certaine sympathie. C'étaient sans arrêt des visites, des perquisitions, des arrestations arbitraires pour essayer de démanteler les réseaux de soutien.

Q.- Comment travaillaient les réseaux de soutien ?

R.- Leur rôle était de permettre à une organisation clandestine de fonctionner : par exemple, on transportait du matériel, ou bien on planquait des militants. C'était aussi de faire de la propagande en France contre la guerre.

Q.- Quelles actions étaient faites en direction du peuple français ?

R.- On faisait des actions surtout pour empêcher le départ du contingent. On faisait de la propagande contre la guerre coloniale. Mais souvent sur le thème



« paix en Algérie » : la légitimité de la lutte du peuple algérien n'était pas mise en avant. Il y avait une réelle révolte chez les jeunes, ils voulaient que ça s'arrête, ils n'avaient pas envie d'y aller, mais ça n'allait pas toujours plus loin. Cela s'explique par la position du PC. Il faut dire aussi que d'anciens membres du PC comme Maurice Audin ont été torturés à mort en Algérie et que les

révisionnistes n'ont pas protesté. Un an avant l'indépendance de l'Algérie, ils en étaient encore à l'autodétermination ! Le lendemain de l'exécution d'Yveton, militant communiste qui avait fait un attentat en Algérie, le PCF votait les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour accentuer la répression. A cette époque-là, Mitterrand était ministre de l'Intérieur...

A partir du moment où il y a eu l'OAS en France même, il y a eu un regroupement antifasciste très large, car la guerre était portée en France, les gens se sentaient davantage concernés, forcement. Mais le PCF en restait à de grandes déclarations d'intention et si on parlait de vraiment se battre contre les fascistes, on était traité d'aventurier.

MITTERRAND DISAIT...

« De toute manière, je peux l'affirmer, la présence française sera maintenue dans ce pays. Nous n'avons aucune idée révolutionnaire : nous n'avons pas l'intention de faire un saut dans l'inconnu. »

le 17 octobre 1954

« L'Algérie c'est la France... la seule négociation, c'est la guerre. »

Le 5 novembre 1954

LE PCF DISAIT...

« Nous sommes les vrais défenseurs des intérêts de la France en Algérie... La France devrait signer des accords avec l'Algérie, y compris en ce qui concerne l'exploitation en commun du pétrole saharien. »

Léon Feix (PCF) 24 juin 1959

« Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont les agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. »

(L'Humanité 1945)

ou « d'aventuriers ». Pour Mendès-France, signer les accords de Genève sur l'Indochine, c'était « lâcher l'Indochine pour garder l'Afrique ». Quant au PCF, il était contre l'indépendance, il défendait l'« Union Française ». On nous cachait la réalité du peuple algérien, on disait que ce

naire en Indochine, pour, disait-on, combattre les Japonais. En fait, on nous a fait combattre les Vietnamiens, alors je suis passé de leur côté. Je connaissais des Algériens patriotes, et ils sont venus me demander de les aider. Mais, au début, on n'était vraiment pas nombreux à

Q.- Tu avais une vingtaine d'années à la fin de la guerre d'Algérie. Peux-tu nous dire ce que ça représentait pour un jeune à cette époque ?

J.- La question qui se posait à chaque jeune, c'était, au moment du conseil de révision, de savoir si oui ou non il allait partir en Algérie. Ça se posait très concrètement. Et pour beaucoup de jeunes de cette génération, c'était la source de leurs premières réflexions politiques. Des informations circulaient, soit légalement, soit clandestinement sur la torture, sur la réalité de cette sale guerre, et on ne pouvait pas ne pas y penser.

re, et on ne pouvait pas ne pas y penser.

On en venait en même temps à se demander ce que c'était que cette société française ; et pour s'opposer à cette guerre, tout naturellement, on se tournait vers la classe ouvrière, à cause du poids qu'elle représentait.

Le PCF non seulement n'a pas mobilisé la classe ouvrière mais il s'est opposé aux luttes de la jeunesse contre la guerre. Alors que les jeunes se posaient la question de soutenir l'indépendance, d'aider le FLN, il limitait ses mots d'ordre à « Paix

en Algérie » et disait aux appelés de partir.

Ce que je retiens de positif, c'est que, en particulier à la fin, contre l'OAS il y avait une réelle mobilisation, beaucoup de manifestation et de meetings. Une réelle vigilance antifasciste. Mais le mot d'ordre « Paix en Algérie » qui malgré tout dominait, n'a pas permis l'affirmation d'une claire position anti-impérialiste. De ce mouvement n'ont pu sortir des forces révolutionnaires conséquentes. Mais c'était une première prise de conscience politique.

Je pensais que c'était normal que les peuples se libèrent, et on commençait à voir que c'était un mouvement général de ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers monde. La libération de l'Algérie était exemplaire. On commençait à voir ce qu'était le révisionnisme du fait qu'il ne soutenait pas les luttes de libération. Et puis, le mythe de l'impérialisme français qui « apportait la civilisation » qui était « invincible » en a pris un coup. C'est une certaine image qui a disparu, et ça a eu des conséquences dans la manière de voir les choses à long terme.

POLITIQUE

Fusion Elf Erap Aquitaine

«DENATIONALISATION» EN DOUCEUR

L'assemblée des actionnaires privés de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA) s'est réunie hier pour approuver la fusion de ce groupe avec ELF-ERAP. La fusion avait, auparavant, été autorisée par le gouvernement.

Selon le gouvernement, le regroupement de ces deux sociétés pétrolières a pour but de doter la France d'un second groupe pétrolier intégré de taille internationale, à côté de la CFP-Total, dont l'Etat possède aussi une partie du capital.

Il est difficile de se retrouver dans l'imbrication des différents pourcentages du capital possédés. (Le schéma ci-joint pourra éclairer un peu).

CONSÉQUENCES DE LA FUSION

Dans la situation d'avant la fusion, il existe deux sociétés. Elf-Erap, d'abord, possédée à 100% par l'Etat. Celle-ci a des activités de raffinage, de production et d'exploration de pétrole. De son côté, le SNPA exploite les gisements de gaz de Lacq, tout en ayant des intérêts pétroliers variés dans le monde, mais aussi des activités chimiques et dans le nickel.

Après la fusion, il ne reste qu'une seule société, la SNEA (Société Nationale Elf Aquitaine) pour contrôler toutes les activités des deux anciennes. Mais, l'ERAP continue d'exister, avec pour seule utilité, de posséder la part du capital de l'Etat dans la nouvelle société SNEA (part qui est de 70% du nouveau capital). L'ERAP est ainsi ce qu'on appelle un holding, c'est à dire une société purement financière qui ne produit pas.

La question n'est pas pourtant que technique. Elle a suscité beaucoup de remous politiques : le projet de fusion a été rendu public dans ses détails, à la suite de la publication en mars dans «Le Monde», d'un article de Philippe Simonot. Ce journaliste, que «Le Monde» a licencié depuis, s'était fondé, pour l'écrire, sur un document interne, établi par Mr Ramel, chef de la mission de contrôle des entreprises pétrolières. On l'a ensuite accusé de vol de document administratif et Fourcade a fait pression sur la direction du «Monde» pour le licencier.

Pourquoi donc le gouvernement tenait-il tant à ce que les aspects de cette opération soient tenus secrets ? C'est que la fusion revient, en fait, à faire entrer des actionnaires privés ce qui était, auparavant,

entièrement sous le contrôle de l'Etat.

UNE FUSION ANTI-CONSTITUTIONNELLE

La gauche officielle, tout en ne niant pas l'ef-

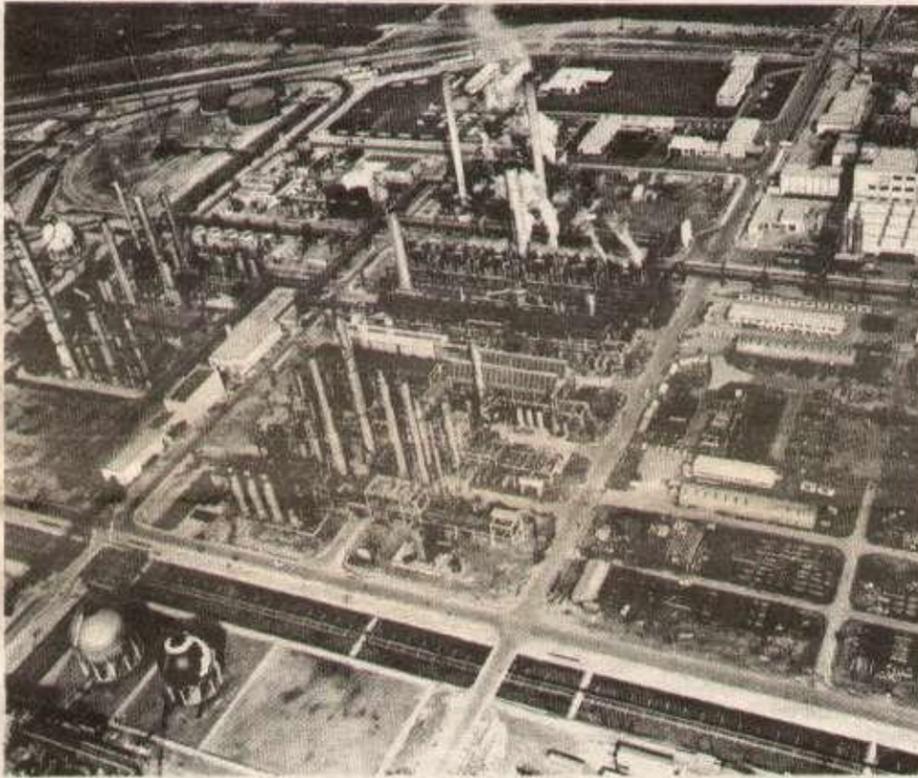
dage», consiste à dire que l'Etat doit conserver son contrôle. Cette conception, d'ailleurs reprend, 10 ans après, la politique gaulliste qui présida, en 1965, à la création d'ERAP, qui avait pour but de donner à l'impérialisme français un groupe offensif pour défendre son pillage, à l'étranger, des ressources pétrolières.

Aujourd'hui, comme pour la CII dans le domaine de l'informatique, il s'agit, pour les groupes monopolistes français, en proie aux difficultés financières

et d'exportation, de se restructurer face à la concurrence internationale, et de se rentabiliser : quitte, comme pour la CII, à passer des alliances avec les groupes US. Ici, c'est la passage au privé qui correspond le mieux aux intérêts du groupe.

Bien entendu, cette opération fait totalement fi des intérêts des travailleurs du groupe, qui, comme dans tous les cas de fusion, ont à craindre le danger de licenciements.

Paul LEFORT



ficacité capitaliste du regroupement (Rocard, par exemple, s'en est félicité) exige que cette fusion soit d'abord soumise au Parlement, puisque la Constitution prévoit, en son article 34, que les «transferts de propriété de l'Etat au privé» doivent être approuvés par les députés. L'argumentation de la «dénationalisation» en douceur repose en effet sur le fait qu'en fin de compte, l'Etat n'aura plus, sur les activités industrielles, de recherches, etc... qu'un contrôle indirect. De plus, s'il possède 70% de la nouvelle SNEA, il s'est engagé à n'utiliser qu'une partie de ses droits de vote. Ainsi, sa part réellement utile dans le nouveau capital se réduit à 52%.

En fait, derrière cette querelle, il s'agit de l'affrontement entre deux conceptions du capitalisme : la première, celle de la gauche, et surtout du PCF qui dénonce le «bra-

Le PCF a l'écoute de RTL ?

Le P«C»F a lancé une opération de grande envergure contre la station de radio de Floirat, Europe n°1 : une semaine de boycott de l'écoute, campagne d'affiches, articles quotidiens dans l'Humanité, tracts... La raison de tout ce brusque remue-ménage : Europe n°1 a eu le tort de dire que l'accord des partis de gauche sur les municipales s'était fait sur les positions du PS et constituait une concession du PCF, ce que tout le monde peut constater. Europe n°1 comme les autres radios déforme la réalité à longueur de journée, passe sous silence les luttes des travailleurs et des peuples quand elle ne les calomnie pas, applaudit aux crimes de l'impérialisme ; ce n'est pas cela que lui reproche le PCF,

mais c'est de ne pas reprendre les analyses de l'Humanité qui déforme tout autant la réalité mais d'une autre façon selon ce qui arrange le PCF. En clair, Europe n°1 n'intoxique pas ses auditeurs comme le souhaiterait le PCF.

Quelle solution reste-t-il aux militants du PCF invités à se «détourner de l'écoute d'Europe n°1» ? Ecouter France Inter. C'est la radio d'Etat, il ne saurait en être question. Reste RTL, le PCF aurait-il des visées sur cette station ?

9,6 % DE HAUSSE SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Durafour vient d'annoncer une augmentation de 9,9 % des Allocations Familiales. Cette augmentation est à peine supérieure à la moitié de celle des retraites. Elle se décomposerait ainsi : 9,6 % pour compenser la hausse des prix (calculée selon l'indice gouvernemental !) et 0,3 %... «au titre de la participation à la reprise

économique» ! Ce dérisoire 0,3 % ne permettra pas de combler le fossé qui existe avec la hausse réelle des prix, qui a commencé dès le premier juillet à rattraper le «mauvais indice» de Fourcade pour juin. Sans doute vise-t-il à faire croire aux familles populaires qu'elles devraient attendre l'amélioration de leur sort de la «reprise

économique»... Cette «reprise» dont les travailleurs ne voient pas les effets au niveau de leur pouvoir d'achat ! Au contraire, les collègues de Durafour, Chirac, Fourcade, ne cessent de crier que la «reprise» des profits capitalistes nécessite une féroce baisse des salaires et une baisse des revenus des familles populaires.

L'aide de Giscard

Un soutien aux trusts agro-alimentaires

A l'occasion du centenaire de l'Institut National Agronomique, Giscard a évoqué les conséquences de la sécheresse pour les paysans. Il n'a fait que répéter ce qu'il avait déjà dit à plusieurs reprises, à savoir que «la solidarité nationale» jouerait en faveur des paysans et que les revenus agricoles seraient maintenus. Mais en ce qui concerne les mesures concrètes immédiates, il n'a rien apporté de neuf.

Les principales mesures pour remédier aux conséquences de la sécheresse ne seront pas envisagées avant septembre, c'est-à-dire alors que la sécheresse aura produit tous ses effets.

Enfin, Giscard a déclaré que l'avenir est dans l'industrie agro-alimentaire. Ceci annonce donc de nouvelles aides aux trusts qui pressurent les paysans pauvres et moyens. Le soutien à l'agriculture du gouvernement sera donc une nouvelle fois un soutien aux firmes agro-alimentaires. Les petits paysans une nouvelle fois recueilleront des miettes sous forme de subventions qui les enchaîneront encore plus au Crédit Agricole, dans le meilleur des cas, ou qui pour des milliers d'entre eux ne leur permettront pas d'éviter la ruine et la prolétarisation.

Bourges : «La dissuasion ne peut être que nationale»

Le ministre des armées a déclaré : «La défense indépendante de notre pays repose fondamentalement sur les forces nucléaires stratégiques qui dissuadent tout agresseur de s'attaquer à notre territoire». Il a poursuivi : «J'affirme la pérennité de notre politique de dissuasion et la volonté du gouvernement non seulement de maintenir, mais de développer ce système d'armes afin que toujours sa capacité et sa valeur garantissent à la France l'indépendance». Il a aussi affirmé que la «dissuasion ne peut être que nationale».

Ces affirmations de la priorité au nucléaire, à la dissuasion, aujourd'hui, sur le tournant atlantiste qui a été pris. Les chiffres montrent que la priorité nucléaire est abandonnée, de fait, par l'accent mis sur les forces conventionnelles. Ce ne sont pas, en définitive, des incantations à la mode gaulliste qui pourront cacher la réalité. D'ailleurs, l'élimination récente de l'amiral Sanguinetti s'est faite sur cette base. Ou, au fait, a-t-il été limogé ?

De l'O.S. à l'ingénieur, du soldat à l'amiral

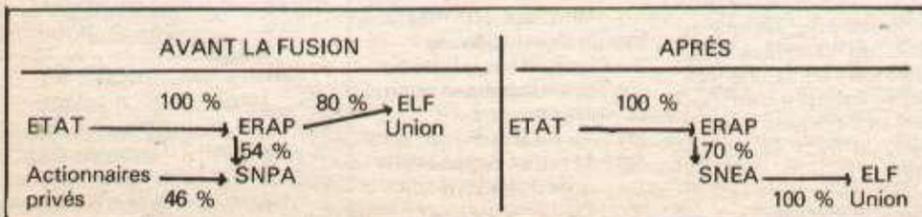
Le P«C»F, on le sait, noie les intérêts de la classe ouvrière en prétendant défendre de l'O.S. à l'ingénieur, et il ne défend en fait que les ingénieurs.

C'est une attitude semblable qu'il a vis à vis de l'armée. Louis Baillot, responsable au P«C»F des questions militaires écrit, dans l'«Humanité» d'hier : «La crise dans l'armée est donc bien réelle. Du soldat à l'amiral, des questions se posent sur ses missions, sur l'abandon par le pouvoir de toute politique d'indépendance». Comme si les «questions», qui se posent à l'amiral étaient les mêmes que celles du soldat ; comme si, dans l'armée, il n'y

avait pas de classes, des appels du peuple et des amiraux bourgeois. Même si l'amiral Sanguinetti a, à juste titre, dénoncé la politique giscardienne, il reste une critique bourgeois de cette armée.

Par contre, quand des syndicalistes et des appelés ont été inculpés en Cour de Sécurité de l'Etat, le P«C»F les a lâchés. Mieux, il a demandé qu'on prenne des sanctions («s'il y a complot», a dit Marchais).

En prétendant défendre «du soldat à l'amiral», Baillot et son parti ont donc choisi les amiraux. Rien d'étonnant pour un parti bourgeois.



LUTTES OUVRIERES

Coordination des luttes

Recul tactique du Bureau National de la CFDT

Le ton change du côté de la rue de Montholon après la vague de protestations des militants contre les prises de position confédérales. Plus question de taxer les organisateurs des rencontres, d'«anti-syndicaux». On se veut rassurant. On indique que la publication de la note du secteur «action revendicative» était incomplète dans *Syndicalisme-Hebdo* du 26 juin, qu'il y manquait toute la partie qui insiste, paraît-il, sur «l'importance que donne la confédération à la coordination des luttes». Justement ! Dans sa précipitation pour attaquer avec hargne les coordinations qui venaient de se tenir, la direction confédérale n'a même pas pris le temps d'y mettre les formes. C'est assurément une grosse erreur tactique de sa part. Les condamnations de la rencontre de Besançon, puis de celle de Barbières, ont produit l'effet inverse du but recherché. Elles ont suscité une levée de boucliers de la part des syndicalistes présents au cœur des luttes et confrontés aux problèmes d'isolement et de manque de perspectives. Elles ont provoqué un élargissement considérable du débat dans la CFDT sur le problème de la coordination des luttes.

LES REVIREMENTS DU BUREAU NATIONAL

Le Bureau National qui comprend vite, change de tactique. Sa capacité de revirement est édifiante. Les rencontres qu'il condamnait fermement la semaine dernière, il les approuve (en apparence) aujourd'hui. Simple, le cadre qu'il fixe pour coordonner les luttes, ce

sont les branches professionnelles. Là encore, il est obligé de tenir compte des initiatives positives prises par exemple par la fédération HA.CUI.TEX. et d'autres.

Depuis toujours dans la CFDT, on insiste sur le caractère démocratique de l'organisation, sur «l'initiative laissée à la base». Lorsqu'elles ne contredisent pas l'orientation politique de la direction confédérale, les initiatives sont effectivement permises à la base. Mais, que des actions aillent à contrecourant du programme commun, que des travailleurs, des militants recherchent une autre issue à leur lutte que les législatives de 78 et la direction confédérale sanctionne. C'est le sens de la prise de position du dernier bureau national : «... d'autre part, lorsqu'une telle initiative (coordination NDLR) peut avoir des conséquences politiques plus générales, l'élargissement d'une action fédérale à d'autres secteurs professionnels doit donner lieu à un débat dans les instances confédérales». En clair, M. Maire voudrait qu'on lui demande la permission pour entreprendre des luttes qui ne se situent pas dans la perspective du soutien au programme commun !

Le recul tactique du Bureau National ne doit pas nous faire perdre de vue que rien n'est changé dans l'orientation confédérale. La direction de la CFDT compose parce qu'elle est obligée, mais attend le moment où elle espère pouvoir «régler leur compte» aux opposants aux partis de la «gauche» qui luttent dans la CFDT.

Gérard PRIVAT

Grève de la faim de Roux et Colombis

Roux et Colombis, les deux antifascistes qui ont été condamnés à deux ans de prison pour avoir poursuivi un groupe de manifestants fascistes, et qui sont détenus à la prison de Fleury-Mérogis, viennent d'entamer une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique. Le comité de soutien à Roux et Colombis se réunit tous les mardis à partir de 20 heures à l'Ageca, 177 rue de Charonne, Paris 11^e, M^o Alexandre Dumas.

Soutenons Roux et Colombis !
Exigeons leur libération !

GRENOBLE

Samedi à 20 H 30

TOUS AU BAL DES HOSPITALIERS EN GRÈVE

HALL DES SPORTS D'ÉCHIROLLES

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adressé Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

L'affaire Fleurence

UNE NOUVELLE MANCHE GAGNÉE CONTRE LES ACIÉRIES DU FOREZ

Depuis 1969, le comptable Pierre Fleurence, militant CFDT se bat contre les Acieries du Forez (St Étienne) pour son emploi, mais surtout pour la dignité et les libertés syndicales et démocratiques.

Pour se débarrasser du délégué syndical et de la section CFDT, la famille Bosc (dirigeant les Acieries du Forez) avait d'abord contraint Fleurence à des tâches inutiles et humiliantes puis l'avait licencié en mai 69. Depuis sept ans, Fleurence et la CFDT se battent pour recouvrer leurs droits : un interminable procès à rebondissements.

Mais l'affaire touche à sa fin et la S.A. des Acieries du Forez a quasiment épuisé les ressources de la procédure... Le 7 juillet, la troisième chambre correctionnelle du tribunal civil de St Étienne (chambre dite «sociale») a rendu son jugement au sujet du blocage par les aciéries des sommes dues à Fleurence au titre d'un jugement de la Cour de Lyon de juin 70, confirmé en janvier 75 et au terme duquel le comptable stéphanois avait réclamé la saisie en banque des indemnités bloquées (soit : 135 359 F). La CFDT attaquait en ou-

tre la S.A. des Acieries du Forez pour entrave au fonctionnement du Comité d'Entreprise dont Fleurence était délégué en 69. Le tribunal a statué en faveur de Fleurence sur les deux tableaux, condamnant en outre la famille Bosc et la S.A.A.F. à verser 186 358 F d'indemnités (pour le retard à exécuter les arrêts précédents), à verser immédiatement. L'arrêt de la Cour de St Étienne reconnaissant qu'en ne réintégrant pas Fleurence dans son emploi, cela constituait, du fait de ses fonctions au C.E., un «délict d'entrave au fonctionnement du

C.E.» (article L 453-1 du Code du Travail) fera sans doute force de loi...

Ceci dit, l'UD-CFDT de la Loire s'interroge : «sur les mesures que vont prendre cette fois les pouvoirs publics pour qu'enfin justice soit rendue et effectivement appliquée». La CFDT appelle ses militants à : «se tenir mobilisés pour appuyer l'application des décisions de justice et rester vigilants». En effet, l'ultime manche de l'affaire Fleurence se jouera en septembre, en cassation.

Corr. St Étienne

A.R.C.T. (Roanne)

Les vacances ne nous feront pas oublier la lutte pour l'emploi !

Mille cinq cents travailleurs et leurs familles manifestaient jeudi en plein soleil à Roanne (Loire) pour que les Ateliers Roannais de Construction Textile (ARCT) vivent et pour refuser que la région devienne «un désert déguisé en zone verte».

Depuis deux ans, les ARCT sont sous la menace du chômage. Après la fermeture des Papeteries Navarre, les licenciements chez Gillet-Thaon, la fermeture à terme de deux ateliers de Rhône-Poulenc Textile (ex France Rayonne), et celle de multiples petites boîtes de la bonneterie, les trois cents premiers licenciements annoncés aux ARCT seraient «un drame régional» comme devait le dire Victor Petit, secrétaire de la Métallurgie CGT, lors du meeting qui a clos la manifestation de jeudi. N'oublions pas que depuis dix ans, l'emploi a chuté de 7,5 %, qu'en un an mille emplois du textile et trois cents de la métallurgie ont disparu et qu'aujourd'hui six cents jeunes viennent d'arriver sur le marché du travail. «C'est trois mille chômeurs qu'on aura dans le Roannais au retour des vacances», devait préciser Vincent de la CFDT des ARCT.

L'action de sensibilisation recherchée jeudi, ponctuée d'un lacher de ballons porteurs d'une carte postale : «L'ARCT doit vivre et pros-

pérer» et d'une distribution d'auto-collants : «Non aux licenciements à ARCT», était loin cependant d'être à la hauteur du problème ! Mal-

gré la venue des travailleurs des ARCT, de leur famille et même de retraités en nombre, le rassemblement manquait de tonus et de présence : peu de travailleurs des autres boîtes de Roanne avaient rejoints les gars des ARCT.

Dans un long discours, Petit, de la CGT, devait rappeler les quinze dernières années de lutte dans le Roannais pour tenter d'expliquer «comment on en est arrivé là», c'est-à-dire à cette première charette de trois cents licenciements. Il montra qu'elle signifiait la remise en cause généralisée des droits acquis par les travailleurs des ARCT et par leur lutte (longtemps, les gars des ARCT ont été socialement «pilotes» dans la région, avec les 40 H, le 13^e mois, un salaire minimum de loin supérieur à ceux du textile et un florissant Comité d'Entreprise...) Et aussi des droits syndicaux maintenant bafoués...

LES TRAVAILLEURS SONT RESTÉS SUR LEUR FAIM

Très violent, le secrétaire de la Métallurgie CGT (membre du PCF) s'en prenait longuement et pêle-mêle à «la montée du fascisme, les margoulin du patronat roannais, les vendus de FO...», mais aussi «tous ceux qui ne font pas confiance au programme commun et dénigrent la CGT», c'est-à-dire la CFDT et aux «gauchistes brûleurs de voitures et donneurs de leçon»...

Les ouvriers des ARCT et les quelques travailleurs roannais venus les soutenir (de chez Desmurger ou de quelques ateliers de bonneterie) sont restés sur leur faim : ni dans les discours très «politiques» de la CFDT (ou l'autogestion et l'union des forces populaires prenaient toute la place au détriment de propositions tactiques et d'appels à l'action concrète), ni dans l'auto-justification fleuve de la CGT, peu de choses étaient de nature à mobiliser, réellement.

Pourtant, il s'agit de «sauver l'emploi et sauver le Roannais de l'asphyxie», comme le proclamait la CFDT. Soulignant les limites de cette journée, Souchon, responsable CGT du Comité d'Entreprise des ARCT (et militant PCF connu) concluait après le lacher de ballons revendicatifs que «l'important était de rendre conscients les travailleurs du Roannais de l'importance et de la gravité du problème de l'emploi tant aux ARCT que dans la localité». Comme si les travailleurs l'ignoraient et que l'h.ure n'était pas déjà à la lutte !

Certains militants CGT, en s'en retournant, disaient eux : «A la rentrée, on ne coupera pas à l'épreuve de force ! il y a déjà trois usines (Gillet, RPT, ARCT) à occuper».

Corr. Roanne

LE P«C»F S'OPPOSE À LA POPULARISATION DE LA LUTTE DES HOSPITALIERS D'IVRY

Hier, des camarades hospitaliers du PCRml sont intervenus dans plusieurs hôpitaux du Val de Marne à propos de la fermeture du Centre Hospitalier Privé d'Ivry -CHPI (cf QdP du 8/7/76). Ces interventions ont été bien accueillies par les travailleurs qui s'arrêtaient pour lire les panneaux expliquant la lutte des hospitaliers d'Ivry et appelant aux journées «portes ouvertes» des vendredi 9 et samedi 10 juillet.

Dans notre intervention, nous nous sommes heurtés au P«C»F. Bien que présent dans la lutte du CHPI, celui-ci n'a fait aucun travail de popularisation sur les autres

hôpitaux. Aucun appel aux journées «portes ouvertes» de vendredi et samedi, ni dans l'«Humanité» de jeudi, ni dans l'«Humanité» de vendredi ! Pourtant ces messieurs sont assez culottés pour diffuser un tract où ils affirment : «le pouvoir redoute les luttes, c'est pour tenter de les réduire qu'il recourt à l'invective, à la calomnie, à la menace, à des procédés inqualifiables».

A l'hôpital psychiatrique de Villejuif, un camarade s'est fait agresser, après une incitation menaçante à quitter les lieux, au moment où il diffusait un tract expliquant la lutte.

actuel des révisionnistes, devant leurs conceptions des libertés s'opposer à la popularisation d'une lutte, on imagine déjà la société qu'ils nous préparent !!

Reste que les interventions d'hier ont été largement positives. L'opération «portes ouvertes» au CHPI est un pas en avant dans le soutien au mouvement.

- Halte aux atteintes aux libertés démocratiques !
- Popularisons la lutte !
- Tous à la journée «portes ouvertes» de samedi :
Au C.H.P.I.
39 à 41 rue Le Gallen - IVRY
de 9 H à 18 H

Devant le comportement

Hospitaliers du PCRml

LUTTES OUVRIERES

CADOT

"NOUS IMPOSERONS NOS DROITS SYNDICAUX"

Un an après la grève qui avait permis la création d'une section syndicale de la CGT au sein de l'entreprise, les problèmes sont de nouveau posés par les travailleurs de chez Cadot ; ils restent les mêmes qu'il y a un an : les conditions de travail, les salaires, la convention collective qui, proposée il y a un an, n'est toujours pas signée par la direction. De plus, quatre délégués ont reçu leur lettre de licenciement, ce qui a déclenché un mouvement dans l'entreprise. Riposte de la direction : dépôt de bilan !

Mais laissons parler les travailleurs de chez Cadot :

— Quotidien du Peuple : Où en êtes-vous ?

— Ali : Bien, tu vois, c'est la grève, le patron qui est le vice-président de la boulangerie dépose le bilan sans que la paie de 5 soit assurée et sans nous verser d'acompte.

— QdP : Pourquoi, ça ne marchait pas dans la boîte ?

— Mohamad : Mais non, pas du tout, l'affaire est très rentable, la direction venant de racheter quelques boulangeries dans Paris tel que rue de Meaux, rue Léon Girault, avenue Jean Jaurès et rue de Flandre. C'est bien là la preuve que l'affaire marchait bien.

— Ali : Oui, ce qu'il veut, c'est se débarrasser de nous ; comme on protestait pour les conditions de travail, il a d'abord réduit les horaires, c'est-à-dire réduit la paye, puis mis à pied trois copains, ensuite c'est quatre délégués qui reçoivent leurs lettres de licenciement et aujourd'hui, c'est le dépôt de bilan pour se débarrasser de nous.

• Le concours de la plus haute température de travail est ouvert : à Lyon, il y a déjà des candidats en bonne position, puisqu'à l'hôpital Saint-Joseph on travaille aux presses de la lingerie dans une chaleur d'étuve de 62° ! Dans cette atmosphère de sauna permanent, on n'a aucun mal à perdre du poids : pour une des travailleuses, cela fait déjà huit kilos en moins en quelques semaines. «Heureusement» que le travail commence à 6 h 30, et que l'on distribue l'antésite familiale !

• FLUOR : PÉCHINEY LANNEMEZAN BLOQUÉE PAR LES PAYSANS

Une centaine de paysans ont bloqué jeudi les accès de l'usine Pechiney de Lannemezan avec une cinquantaine de tracteurs, pour dénoncer l'arrêté préfectoral qui ne met pas fin à la pollution des eaux de la Neste par le Fluor. Depuis plusieurs années les paysans mènent la lutte à Lannemezan contre les pollutions de PUK

— QdP : Mais comment s'est décidé le dépôt de bilan, il y a un Comité d'Entreprise, qu'est-ce qu'il a dit ?

— Amar : Tu parles, le Comité d'entreprise, c'est tous les chefs, tous des anciens de la CFT qui se sont transformés en CFTC.

— QdP : Vous avez le soutien des autres grosses boîtes de boulangeries ?

— Ahmed : Oui, nous avons eu la visite des gars de chez Syda qui nous ont dit qu'ils refusaient de faire des heures supplémentaires pour livrer les clients de chez Cadot.

— QdP : Ils n'envisagent pas d'autres actions ?

— Ali : Non, rien pour l'instant, mais ça pourrait bien venir car ils sont dans les mêmes conditions que nous : 9 h 30 de travail par jour pour 8 F 40 de l'heure.

— QdP : Qu'allez-vous faire ?

— Rachid : Nous ce que l'on demande, c'est travailler et recevoir notre paye et puis que les copains qui sont menacés restent avec nous. Pour cela, nous irons jusqu'au bout. Nous voulons reprendre notre boulot c'est

possible, c'est ce que nous expliquerons au syndic s'il y en a un de nommé ; ici, il y a, si on le veut bien, tout ce qu'il faut pour faire du travail valable ; les conditions ?... on peut et on doit les améliorer, c'est ce que nous voulons et nous nous opposerons à toutes les manœuvres qui peuvent venir. Déjà, un moulin a voulu reprendre sa farine, nous nous y sommes opposés, peut-être que demain ce sont les machines que l'on voudra retirer, nous nous y opposerons, nous irons jusqu'au bout ! Déjà les gens viennent nous voir, ça commence à se savoir qu'il se passe quelque chose chez Cadot... c'est ce qu'il faut, nous avons besoin du soutien extérieur et alors nous gagnerons.

Roger HARSEYNE



La solidarité autour des travailleurs de Cadot.

Mécano-Soudure (Suresnes)

«CE N'EST PAS UNE USINE, C'EST UN BAGNE»

Après 21 jours d'occupation, les dix-sept ouvriers de la Mécano-Soudure de Suresnes viennent de reprendre le travail. Nous avons discuté avec des ouvriers de la situation dans leur boîte et de ces 21 jours de lutte.

La grève a démarré le 17 juin, à la suite du refus de la direction de recevoir les délégués du personnel et de satisfaire les revendications des travailleurs : - augmentation de 7 %, - 2 F de prime de cantine par jour (promise en mai par le patron, mais maintenant refusée), - des bleus également promis, mais là encore, le patron est revenu sur sa promesse, - la prime de fin d'année, toujours en suspens, - un distributeur de boissons (il y a un robinet d'eau tiède à côté de la porte d'entrée).

Les ouvriers travaillent dans des conditions rendues insupportables par la chaleur due au travail au chalumeau (45° actuellement), et la fumée de soudure (de 7 h 30 à 16 h 30, il y a dix postes de soudures et aucune ventilation). Les conditions de sécurité ? Un ouvrier me

montre sa main gauche, amputée d'un doigt par une tôle de huit tonnes, à cause de l'absence de pontonnier. Et ce n'est pas un cas isolé : «Il n'y a aucune sécurité à la Mécano-Soudure».

Lors de l'occupation de la boîte par douze des dix-sept ouvriers, le patron a multiplié les menaces : menace d'intervention des flics, de fermeture de la boîte, menace de venir avec son fusil ! C'est d'ailleurs une habitude chez lui : il y a quelques mois, il avait tiré sur un ouvrier d'une autre de ses entreprises... Le 6 juillet, un jugement en référé ordonne l'évacuation des locaux. Les travailleurs décident de reprendre le travail et de continuer l'action sous forme de grèves perlées. Ils n'ont rien obtenu et la paie de juin n'a toujours pas été versée alors qu'on est le 10 juillet.

Pourquoi cet échec ? «Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons repris le travail», «Nous n'avons plus rien à perdre», «Il faut continuer la lutte», disaient des travailleurs.

Si l'occupation s'est arrêtée, c'est que se sont posées aux travailleurs de nombreuses questions : comment, dans une aussi petite boîte, construire un véritable rapport de force, face à un patron de choc ? Est-ce possible ?... Questions que personne ne les a aidés à résoudre, et moins que quiconque le PCF qui tient la mairie de Suresnes et a circonscrit la solidarité en se contentant d'organiser quelques collectes et distributions de tracts. «Qu'aurions-nous pu faire si les flics étaient intervenus ?» nous ont dit des travailleurs. Ce sentiment à la fois d'isolement et d'impuissance reflète l'absence d'un véritable front de solidarité au niveau des boîtes des environs, un front qui fasse craindre au patron une riposte d'ensemble. Une exigence de front de lutte qui est de plus en plus ressentie par les travailleurs, comme le montrent les initiatives prises pour coordonner les boîtes en lutte... Catherine LEMEL

Le Peuple au Quotidien

Témoignage d'une OS de la blanchisserie SPLER

C'est par un hall spacieux qu'on pénètre dans la blanchisserie SPLER, à la Courneuve. De là, on débouche sur les bureaux, silencieux, qui surveillent l'usine depuis une large baie vitrée...

A l'usine, on prend son poste à 7 h 30. Les paquets, les sacs de linge sale nous attendent. Il y a de tout : le linge des hôpitaux, pleins de sang et de souillures, les bleus d'égoutiers, les tabliers de bouchers, les slips, les draps noirs de crasse, etc. On manipule tout ça, sans gants, ni masque. Quelque fois, on a des haut-le-cœur, il faut s'accrocher. Des copines ont attrapé de l'eczéma. Au bureau, on les a envoyées balader : «Vous n'avez qu'à vous laver !» leur a-t-on répondu. Quand on marque les draps, souvent on voit sauter des puces, des poux. Il y a aussi des punaises et des cafards. On a chacune une bombe insecticide à portée de la main mais il faut se

l'acheter. Comme c'est le salaire au rendement, on en triture des pièces, des milliers par jour. On n'a donc pas le temps de prendre des précautions. A la fin de la journée, nous sommes couvertes de poussière : on se dégoûte soi-même. Quant aux poumons, il vaut mieux ne pas y aller voir !

Bien sûr, on est debout tout le temps, et comme on n'a pas de pause, c'est très long... Alors, quelque fois, on voudrait bien s'asseoir sur un coin de chariot pour compter ses torchons par exemple. Mais, on se fait vite rappeler à l'ordre par le chef. Celui-là, il gueule tout le temps. L'autre jour, on l'a crevé : comme il trie le linge qu'on marque, alors on a bourré pendant un moment, il n'en pouvait plus ! Et nous, on rigolait bien.

Mais on n'a pas que le chef sur le dos : il y a aussi les

patrons, deux frères (et la photo de leur père est accrochée en bonne place dans l'usine). Ceux-là, ils voudraient qu'on leur sourit quand ils viennent vers nous, avec leurs plaisanteries douces, humiliantes. Le bruit des machines couvre mal les éclats de voix qu'ils provoquent sur leur passage. Ils imposent un rythme de travail épuisant. Il nous arrive de faire dix heures et même onze heures de boulot par jour. Et on ne sait jamais le matin à quelle heure on termine le soir. Pour ça, on dépend complètement du chef. On est à sa merci. S'il est de mauvais poil, on fera une demi-heure en plus. Par contre, une semaine de 35 heures peut en suivre une autre de 50 heures. Alors, c'est vraiment difficile de s'organiser pour les enfants.

En ce moment, avec la chaleur, le travail est encore plus dur ! Le soleil nous

arrive directement sur la tête par les verrières. On a soif. Mais le robinet d'eau potable est à l'autre bout de l'usine. Il faut demander l'autorisation au chef pour y aller. Pendant ce temps, le contremaître boit de l'orangina ! A midi, on se retrouve au réfectoire. On a juste une demi-heure pour manger. Les patrons traînent encore dans les parages. C'est donc difficile de se parler.

Pourtant, on avait quand même réussi à monter une section syndicale dans la boîte. Mais toutes nos primes sautaient à la fin du mois : ici, c'est comme ça, dès qu'on ouvre la bouche, notre salaire s'en ressent. Pour les erreurs, c'est pareil. Après neuf heures de boulot, si on oublie de marquer une chemise par exemple, automatiquement, on nous retient 5 F sur notre salaire.

Recueilli par Véronique Monpazier

INFORMATIONS GÉNÉRALES

VIANDE : CEUX QUI RUINENT LES PETITS PAYSANS ONT EMPOCHÉ LA BAISSÉ



Et, de fait : en temps ordinaire, l'éleveur-producteur ne touche que 60 % environ du prix de vente final de la viande de sa bête. Le reste va aux différents intermédiaires, à l'État, et 20 à 25 % au boucher détaillant...

Même lorsque l'éleveur est obligé de vendre sa bête à bas prix, tous ceux qui le suivent dans la filière n'ont aucun intérêt à voir baisser le prix de la viande : alors entrent en jeu différents mécanismes de maintien des prix : stockage de viande congelée, exportation, etc... Et les différents parasites maintiennent ou même augmentent leur marge, aux dépens, à la fois du paysan-producteur et du travailleur-consommateur des villes !

A plusieurs reprises, le gouvernement a voulu susciter du ressentiment entre les paysans et les travailleurs des villes. Mais il en sera pour ses frais. De plus en plus, les travailleurs de l'industrie ont conscience que les petits paysans ne sont pas responsables des hausses des prix alimentaires, et que lorsque les prix baissent à la production, ce sont les parasites capitalistes qui en profitent.

Les ventes directes qui s'organisent, par contacts directs entre petit-paysans producteurs et ouvriers, sont un signe de cette conscience croissante. Multiplions ces ventes directes ! Qu'elles soient une manifestation de l'alliance ouvriers-paysans !

Paul Gauvin

MONTREUIL : DOUBLE PROVOCATION POLICIÈRE, CAMPAGNE DE RAGOTS DE LA MAIRIE PCF !

Jeudi soir, alors qu'une vingtaine de jeunes et de travailleurs se regroupaient pour participer à la première réunion de la «Commission pour la vérité contre la campagne anti-jeunes», deux provocations policières montées coup sur coup tentaient d'intimider et de discréditer plusieurs membres de la commission.

Les faits sont clairs et révélateurs de la volonté de la police d'utiliser les plus basses besognes pour empêcher que la vérité soit faite sur l'assassinat de Dominique, que la riposte à la campagne anti-jeunes s'organise dans les quartiers de La Boissière à Montreuil. Aux environs de 21 heures, près du lieu de l'assassinat, un flic provoquait d'un geste obscène plusieurs filles se rendant à la réunion. A la même heure, près du lieu de réunion, cette fois-ci, un incendie se déclare dans un appartement de la Cité La Noue. Comme par hasard, trois jeunes de La Boissière sont accusés de l'avoir allumé, il fallut l'intervention insistante de plusieurs habitants du quartier pour que la police cesse ses fausses accusations et relâche les trois jeunes. Tout cela n'est pas le fruit du hasard, et aucun des jeunes ou des travailleurs présents n'étaient dupes. Comme ce n'est pas par hasard non plus que la Mairie PCF vient d'éditer une affiche où il est dit notamment qu'une minorité d'éléments exté-

rieurs essaient de profiter de la chaleur (!) pour faire des soucis quotidiens, l'occasion de troubles et de désordre. (voir ci-contre). En fait, une même volonté sous tend ces provocations et ces sous entendus : celle d'intimider, ceux qui veulent lutter à Montreuil, celle de discréditer et d'isoler les jeunes et les familles qui n'acceptent pas la répression et le racisme anti-jeunes dans les quartiers.

va répandre clairement en tenant ses réunions, en élargissant le soutien, en popularisant sur toute la ville son action. Les jeunes et les familles de La Boissière ne se laisseront pas isoler, car ils savent que le sort qu'ils subissent est partagé par ceux de La Noue de Bel Air ou d'ailleurs. Les manœuvres de la mairie PCF et des flics sont voués à l'échec ! Nous ferons l'Unité Populaire contre les attaques anti-jeunes !

A cela, la commission

Corr. UCJR

TOUR DE FRANCE

13^e ÉTAPE, PYRÉNÉES 2 000 — ST-GAUDENS

Régis Ovion, équipier de Delisle et de Thévenet a remporté la 13^e étape Pyrénées 2 000 — St-Gaudens qui comportait l'escalade de quelques cols de seconde catégorie. Cette étape a été marquée par la chute à l'arrivée du Hollandais Kuiper, champion du monde sur route. Poulidor, arrivé 6^e a repris 7^e sur ses devanciers au classement général. Cette étape n'a apporté aucun changement notable au classement général qui s'établit ainsi :

- 1 - Delisle
- 2 - Van Impe à 2'41"
- 3 - Zoetemelk à 2'47"
- 4 - Poulidor à 4'10"
- 5 - Galdos à 4'45"
- 6 - Thévenet à 4'53"

L'étape d'aujourd'hui sera certainement décisive avec l'arrivée au sommet à St-Lary Soulan, ce sera l'épreuve de vérité pour Delisle.

CACCIARI : VERDICT AUJOURD'HUI

Hier matin, au terme de son réquisitoire, l'avocat général, Dorwling-Carter, a requis entre huit et quinze ans de détention criminelle contre Serge Cacciari, accusé d'avoir tué un CRS lors de la fameuse nuit de Bastia, le 27 août dernier.

Malgré tous les éléments apportés par la défense au cours du procès, la culpabilité de Cacciari lui apparaît certaine : «L'ensemble des éléments centralisés sur lui constitue une preuve objective du meurtre commis sur le brigadier Cassard». La défense s'est employée à montrer qu'en fait, la preuve n'en avait pas du tout été faite : trois hypothèses ont été prises, dont aucune ne justifie une telle condamnation. En effet, soit c'est bien Cacciari qui a tiré, et alors la preuve a été amplement faite qu'il n'a pas pu viser, en raison de sa faible vue, et de l'environnement (mauvais éclairage, rideau de fumée des gaz lacrymogènes...). Soit, comme c'est tout à fait plausible, Cacciari a

prêté son arme à un ami, et, s'il a tiré, il n'est en aucun cas responsable de la mort du brigadier. Par ailleurs, le témoignage d'un journaliste de RTL fait état de l'interview d'un homme, qui n'est pas Cacciari, et qui s'est accusé du meurtre. Enfin, et c'est peut-être le plus important en l'affaire, a été amplement dénoncée la provocation que constituait, ce soir là, le déploiement policier à Bastia. On regrettera tout de même que l'avocat de la défense ait cru nécessaire, à la fois d'appeler la cour, «serveurs de l'Etat, à corriger les erreurs de l'Etat», à la fois de se livrer à un long développement sur «la société menacée par la violence».

En fait, il est clair que le verdict qui doit être rendu aujourd'hui, sera pris en fonction de l'appréciation qui sera faite de la mobilisation du peuple corse aujourd'hui. La manifestation prévue hier par le comité de soutien à Bastia a été annulée, pour éviter les risques de provocations.

Nous avons publié hier, la première partie de l'interview qui nous a été accordé par le président de l'APC, Max Siméoni. Après avoir évoqué les réactions du peuple devant les procès d'Edmond Siméoni et de Serge Cacciari, procès qui sont ceux des aspirations de la Corse, Edmond Siméoni nous expose, aujourd'hui, quelle sera la situation de la Corse cet été, à un an d'Aléria, et ce que l'APC compte entreprendre.

La période des vacances en Corse est une période d'agitation probable et de contestation générale, pour plusieurs raisons : d'abord parce que toute la jeunesse retourne dans l'île, ensuite parce qu'il y a beaucoup de corse, qui, en cette période de vacances, sont encore plus disponibles pour les mots d'ordre. Ce qui est sûr, c'est que, pour ce qui est des revendications du peuple corse, on en est au même point qu'avant Aléria, rien n'a été fait ; on a beau avoir des déclarations des autorités, rien n'est résolu ; nous pour-

rons même dire que les choses s'aggravent.

Ainsi, si la sécheresse, paradoxalement pour le début de la saison, touche moins la Corse que le Nord de la France, la discrimination va apparaître, car le gouvernement va faire des efforts pour les paysans céréaliers du Nord, efforts qu'il ne fera pas pour la Corse. De même, avec la sécheresse, on a vu des incendies de forêts se déclarer dans des zones où, jusque là ils étaient inconnus ; et le peuple corse, constate les différences de moyens mis en œuvre pour les combattre,

sur le continent et en Corse. On affirme que sur le continent, c'est une catastrophe, alors qu'en Corse, c'est une «calamité» due aux Corses, aux bergers par exemple. Ce sont des choses qui n'échappent pas à la conscience populaire.

CN : Qu'allez vous faire maintenant, outre l'université Corse d'été de Corte ?

MS : Depuis Aléria et jusqu'au procès, les mouvements autonomistes, et en particulier l'ex-ARC et sa suite, l'APC, ont par la force des choses, concentré leurs activités sur le procès d'Edmond, de Serge, et aussi de Serge. L'APC va maintenant faire le point, après le procès, et regrouper à nouveau ses militants, avec l'assemblée générale du mouvement le 18 juillet, qui définira la ligne et la tactique de l'APC, puis un Congrès

Ainsi, en direction de certains touristes, nous allons lancer un large travail d'explications des aspirations du peuple corse. Mais à un an, bientôt, d'Aléria, on peut parler d'occupation de la Corse par les forces de l'ordre, qui sont en nombre disproportionné par rapport à cette tâche de maintien de l'ordre classique. Elles sont là pour provoquer, à la limite. Quoi qu'il en soit, le peuple corse, ne peut pas oublier Aléria. Et il en fera bientôt la démonstration».

Propos recueillis par C. NOËL

INTERVIEW DE MAX SIMEONI

«LE PEUPLE CORSE NE RESTERA PAS INDIFFÉRENT»

INTERNATIONAL

Maroc

Hassan profite de l'union sacrée

ELECTIONS ANNONCÉES POUR SEPTEMBRE

«Des élections communales, professionnelles, législatives seront organisées en septembre de façon que le Parlement puisse se réunir en avril 1977, comme le prévoit la Constitution» a annoncé Hassan II. «Le peuple de la marche verte mérite largement de diriger ses affaires lui-même» a-t-il ajouté. Hassan veut utiliser l'union sacrée, la participation des partis d'opposition à l'hystérie chauvine à l'égard du Sahara pour se donner une caution à sa dictature féroce.

Mais dans le désert, les enfants sahraouis meurent parce que ses troupes les ont chassés de leurs villages. Il y a quelques jours à peine notre camarade Malki Abdallah a été condamné à mort. Près de cinq cents personnes doivent être condamnées au cours des procès du mois de

L'opposition dite de gauche acceptera-t-elle de se prêter à cette farce ? Depuis 1972, le roi essaie de mettre sur pied des élections, offrant des places au gouvernement à l'opposition. Il n'y est pas encore parvenu. C'est pourquoi le parlement prévu par la constitution adoptée par ré-

que le roi n'a pas l'intention d'accepter cette dernière condition. Pour les autres, des partis qui ont appuyé et même parfois dépassé le roi dans l'hystérie chauvine ne semblent pas en mesure de lui poser des conditions. Ce que Hassan appelle le peuple de la marche verte c'est cette frange de politiciens, c'est eux qu'il considère mûrs pour diriger le pays, c'est à dire qu'il les considère, comme mûrs pour la soumission totale.

La participation des partis d'opposition à la guerre contre le Sahara est venue renforcer le pouvoir de Has-



juillet. Le régime de Hassan repose sur le massacre du peuple quand il refuse de se soumettre, c'était le cas à Casablanca en mars 1965.

Une démocratie est impossible dans le Maroc de Hassan. Un parlement ne peut être que la couverture pour la poursuite des tortures dans les prisons. Même ceux qui collaborent avec Hassan sont soumis à la terreur. Omar Banjelloun, chef de l'U.N.F.P., qui a participé à la campagne pour la marche verte a été assassiné en pleine rue à Casablanca, parce que le roi craignait son opposition.

férendum n'a jamais pu être réuni.

L'UNFP MAINTIENDRA-T-ELLE SES CONDITIONS ?

Les délais ont dû être reportés. D'abord en 1974, puis en octobre 1975, puis maintenant en septembre. L'UNFP, le principal parti de gauche avait posé trois conditions, en décembre 74, que le roi n'a pas voulu remplir : l'établissement de listes électorales nouvelles, la constitution d'un gouvernement d'union nationale, l'arrêt de la répression. La tenue des procès en juillet indique

san. Elle lui offre la possibilité d'envisager aujourd'hui la création d'un parlement. L'argument selon lequel le Front POLISARIO divisait le front de lutte contre la monarchie est en fait un paravent pour camoufler l'abandon de la lutte contre Hassan au nom de l'expansionnisme. Seul le combat uni du peuple marocain et du peuple sahraoui constitue la lutte contre le régime criminel de Hassan II.

G. CARRAT

«LES CHARS SYRIENS S'APPRÊTENT A ATTAQUER BEYROUTH !»

Suite de la une

A Tell Zaatar, les habitants affrontent tous les jours deux à trois offensives menées par les forces réactionnaires libanaises et les troupes syriennes. Chaque offensive comporte une centaine de chars, 3 à 4 000 hommes armés qui se relaient après chaque offensive. Les habitants de Tell Zaatar ont repoussé courageusement toutes ces offensives. Ils entrent dans leur 19^e jour de résistance à la plus féroce des batailles menées depuis 15 mois de combats.

Depuis plus de cinq jours, la ville de Saïda subit un bombardement ininterrompu. Un hôpital a été détruit, ainsi que des dizaines de maisons. Les forces syriennes empêchent les navires transportant du ravitaillement et des médicaments, d'arriver au port en lançant des fusées incendiaires sur le port. Le régime syrien veut plier la population à sa volonté en l'affamant. Actuellement, la ville de Saïda est coupée du reste du Liban.

A Baalbeck, dans la Bekaa, la population subit le blocus de l'armée syrienne. La résistance continue dans la plus importante des villes de la Bekaa.

Dans la montagne, les troupes syriennes attaquent toujours les positions des forces patrio-

LE CHEF DES PHALANGES À PARIS

Il semblerait que Béchir Gemayel, chef des milices phalangistes soit à Paris. Que vient chercher le tueur de Palestiniens et des Libanais en France ? Probablement des armes et des mercenaires recrutés dans les formations fascistes. Il vient aussi recevoir l'appui du gouvernement français sur la formation de l'Etat fantoche dans la montagne, et, éventuellement, l'appui de forces militaires françaises dans cet Etat fantoche.



Caricature réalisée par des patriotes syriens.

ques. Elles cherchent à les déloger pour avancer dans le plan de partition du Liban et la formation de la confédération syro-jordano-libanaise.

A Beyrouth, les masses palestiniennes et libanaises se préparent à une guerre prolongée contre le régime syrien pour défendre les acquis d'un an de lutte.

Face à la grande coalition de l'armée syrienne et des fascistes libanais, la lutte des forces patriotiques palestino-libanaises devient dure. Elle peut subir des contre-coups, mais elle ne peut être vaincue.

Yomna El Khalil

ARAFAT À MOSCOU

Yasser Arafat, est parti à Moscou pour demander aux dirigeants soviétiques d'arrêter leur aide au régime syrien qui se livre à des massacres au Liban, avec des armes fraîchement délivrées par l'URSS. Après les discussions avec Khaddam, premier ministre syrien, les dirigeants soviétiques proposent à l'OLP d'accepter un cessez-le-feu. Les soviétiques appuient la Syrie dans son agression au Liban : elle demande l'application du plan syrien qui a été adopté par les Libyens.

Réunion du Conseil de Sécurité à propos d'Entebbe

Le veto américain contre le Tiers Monde

Les Américains avaient annoncé qu'ils opposeraient leur veto à toute condamnation d'Israël et de son raid criminel contre Kampala. Le débat du Conseil de Sécurité devait voir l'affrontement des pays du Tiers Monde, notamment africains et arabes qui exigeaient que le raid soit condamné avec fermeté. De plus en plus nettement cette affaire devient une véritable menace contre les peuples africains ; en la légitimant les États Unis légitiment toute action qu'Israël pourrait mener en Afrique ou dans le monde arabe. Israël apparaît comme le chien de garde des États Unis dans la région.

Par ce veto, les États Unis montrent qu'ils sont prêts à soutenir Israël jusqu'au bout, qu'ils ne discutent dans les pays arabes, mais dans la seule mesure où ils pourraient amener ces pays à reconnaître l'État d'Israël.

Le veto américain est en fait une véritable attaque contre le Tiers Monde. A plusieurs reprises, les États Unis ont empêché la condamnation du régime raciste d'Israël. A chaque fois, ils s'affrontaient avec les pays du Tiers Monde. Ainsi la lutte pour la libération de la Palestine n'est pas l'affaire du seul peuple palestinien, ni des seuls Palestiniens. La

cause de la Palestine, c'est la cause du Tiers Monde révolutionnaire. En libérant sa patrie, le peuple palestinien donnera une nouvelle force à l'unité politique du

Tiers Monde, en détruisant l'une des bases de l'impérialisme au cœur même du Tiers Monde.

G. CARRAT

RÉUNION-DÉBAT

CONTRE L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN ET LA RÉPRESSION EN SYRIE

organisée par :

Le Rassemblement des Patriotes Syriens en France

DIMANCHE 11 JUILLET 1976
20 h 30 : MAISON D'ITALIE
9 Bd JOURDAN - PARIS 14^e

en bref..

● L'ÉVÊQUE D'ALGER ASSASSINÉ

L'évêque d'Alger a été assassiné dans la rue avant-hier après midi. Les réactionnaires français utilisent ce meurtre pour mener une nouvelle campagne raciste. En réalité Mgr Jacquier n'a pas participé au massacre du peuple algérien. Il a choisi la nationalité algérienne quand l'indépendance a été proclamée en 1962. Le président Boumedienne a donné des directives pour que l'enquête aboutisse rapidement.

● COMBATS AU SUD MAROC : 2 compagnies des Forces Armées Royales ont été attaquées à Timhrit, au sud de Tan Tan en territoire marocain par des unités de l'armée populaire sahraouie, rapporte un communiqué du Front POLISARIO, rendu public hier. Les combats ont duré deux heures au terme desquels les soldats marocains ont eu 56 tués. Les sahraouis ont eu trois martyrs et trois blessés. Des camions ont été détruits ou récupérés ainsi que de nombreuses armes dont un mortier de 60 mm.

INTERNATIONAL

États Unis CARTER DÉFINIT SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

«La politique étrangère sera un des éléments essentiels de la campagne présidentielle» a déclaré Carter, le candidat démocrate.

«Dans la période qui vient, le sort de la guerre et de la paix sera plus lié aux problèmes économiques et sociaux qu'aux problèmes d'équilibre des forces qui ont dominé les relations internationales depuis la seconde guerre mondiale... Nous devons remplacer la politique d'équilibre des forces par une politique d'ordre mondial» a-t-il déclaré.

L'une des pièces maîtresses de la politique de Carter est Israël : «Je donnerai une aide politique et militaire indéfinie à Israël», affirme-t-il, envisageant même l'envoi de troupes américaines pour défendre l'Etat sioniste. La politique de Carter est une politique agressive. Aggressive au Moyen Orient, agressive contre le Tiers Monde auquel il adresse la menace de l'utilisation des produits alimentaires comme d'un instrument de chantage. En même temps, il se dit prêt à négocier le report de la dette des pays du Tiers Monde et à discuter d'un fond commun pour les

matières premières : en s'y opposant, Kissinger avait essuyé un échec complet à Nairobi.

Face à l'URSS, Carter semble être prêt à lui laisser le champ libre : devant la possibilité d'intervention soviétique dans des pays, il annonce que les moyens économiques seraient utilisés contre son intervention dans le Tiers Monde.

Il semble surtout renoncer à l'équilibre absolu des forces en se dotant des mêmes armes que l'URSS. Il affirme que ceux qui ont cru que les anti-missiles pouvaient être efficaces sont des imbéciles. Son seul but est de maintenir un équilibre approximatif avec les Soviétiques. En contre-partie, il dit que les troupes américaines interviendront si les Soviétiques débarquent au Costa Rica !

Carter, candidat de Moscou ? s'interrogeaient certains journaux américains. La politique qu'il définit leur donnerait raison avec la multitude de reculades qui caractérisent ce programme, en même temps qu'il est d'une grande agressivité contre le Tiers Monde.

G. C.

Espagne : PUISSANTES MANIFESTATIONS AU PAYS BASQUE ET DANS TOUTE L'ESPAGNE

D'après notre Correspondant

Suite de la une

Pendant toute la semaine, des manifestations et des luttes se sont déroulées dans l'Euskadi. 50 000 personnes ont défilé à St Sebastian pour protester contre les récents attentats fascistes puis se sont dispersés en petits groupes scandant des mots d'ordre sur l'amnistie et les libertés. Vendredi der-

rière, Des tracts ont été distribués appelant au boycott de ces fêtes. Deux manifestants ont été arrêtés. Par ailleurs, de nombreuses luttes se déroulent dans le Pays Basque. A Bilbao, 4 000 personnes ont manifesté pour demander un métro. En Biscaye, une grève des boulangers a eu lieu dimanche

licenciés sont en grève depuis le 31 mai dernier. 300 femmes avec leurs enfants ont manifesté devant l'usine pendant une heure. A Setaresa, 30 travailleurs qui luttent pour l'amélioration des salaires ont été mis à pied. A Vitoria, à Sorja Alavesal, des arrêts totaux de travail ont été décidés dans une

quatre ans a été grièvement blessé à l'œil à cette occasion par une grenade. A Barcelone, la marche pour l'amnistie a été interdite à plusieurs reprises. La police organise des contrôles sur les routes : trois cents personnes ont été arrêtées puis relâchées par la suite. L'ORT a organisé un meeting à l'université de Valence avec Manouo Guédan et le leader syndical de Navarre, Amparo Arangoa, récemment torturé. A Vigo, lundi dernier, 15 000 personnes ont manifesté pour l'amnistie et la liberté. Mardi, 12 000 travailleurs de la Métallurgie ont manifesté pour l'amnistie et contre le chômage en levant le poing et en chantant l'hymne de Galice. Ils scandaient : «Vitoria, nous ne vous oublierons jamais».

De nombreuses manifestations sont prévues dans les jours qui viennent.

MENACES DE RÉQUISITION CONTRE LA GREVE DES POSTES

La grève générale des postes en Espagne, déclenchée avant-hier connaît un grand succès malgré les intimidations et la répression de la police. Le gouvernement a menacé de faire intervenir l'armée et de réquisitionner les postiers. A Bilbao, la police est entrée dans une poste et a arrêté trente postiers qui étaient réunis en assemblée générale. 25 d'entre eux étaient sur des listes noires. Une manifestation s'en est suivie dans la ville. A Madrid, 6 postiers ont été arrêtés.

Voilà la force que le gouvernement fasciste de Suarez ne pourra pas mater. Il a refusé l'amnistie, le peuple veut l'amnistie. Il ne veut pas augmenter les salaires, le peuple ne veut pas payer la crise. Les discours sur les réformes, les tractations avec les partis bourgeois sont bien étrangères à la volonté du peuple. Juan Carlos, c'est le fascisme qui interdit toutes libertés démocratiques au peuple, qui le réprime violemment. Et c'est contre ce régime, malgré la police fasciste, que le peuple se dresse de plus en plus.



nié, un drapeau du gouvernement espagnol a été brûlé pendant les fêtes militaires à Irun. Une manifestation a eu lieu demandant la démission du

dernier après une assemblée générale, pour demander le congé du dimanche. A Cernua dans l'entreprise Zuduzarreda e Iriando, 400 travailleurs

assemblés regroupant 800 travailleurs pour demander la libération des détenus arrêtés lors des manifestations de mars dernier où quatre travailleurs avaient été assassinés. C'est tout le Pays Basque qui est en lutte contre le régime de Juan Carlos.

LA SEMAINE POUR L'AMNISTIE

Parallèlement dans toute l'Espagne, la semaine pour l'amnistie, organisée par l'opposition, s'est traduite par de puissantes mobilisations malgré les interpellations et la répression policière. Les masses d'Espagne se saisissent de toutes les possibilités pour manifester leur opposition au régime, et réclamer l'amnistie et les libertés politiques et syndicales : manifestations, interventions dans des festivals populaires. Mercredi 7, un rassemblement de jeunes a été organisé sur la Place d'Espagne à Madrid : 5 000 personnes ont manifesté devant la prison de Carabanchel. Elles ont été dispersées par la police à coups de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Un enfant de

RÉUNION DU COMECON LE DÉLÈGUÉ BULGARE FAVORABLE À UNE PLUS GRANDE SOUMISSION À L'URSS

A l'occasion de la 30^e réunion du COMECON (l'organisation économique des pays de l'Europe de l'est), le dirigeant bulgare, Stanko Todorov a fait un discours qui allait au-delà des positions officielles soviétiques. Il a appelé à une intégration accrue de l'économie des pays du COMECON en disant que les problèmes de chaque pays peuvent être résolus en accord avec la politique de l'ensemble.

En clair, cela revient à dire qu'il faut perpétuer la «division internationale du travail» prônée par le social-impérialisme qui équivaut à un pillage de l'économie et des ressources des pays de l'Europe de l'Est par l'Union Soviétique. 90% du pétrole et des matières premières utilisées par la Hongrie sont importées d'Union Soviétique et les prix augmentent sans cesse alors que les marchandises vendues par la Hongrie à l'Union Soviétique voient leur prix stagner. La situation est la même dans les autres pays du COMECON.

Les conséquences du pillage soviétique sont graves pour les masses populaires de ces pays. En Pologne récemment où les prix des produits alimentaires avaient augmenté de 69% les travailleurs ont organisé de puissantes manifestations au cours des-

quelles selon les données officielles il y a eu deux morts du côté des manifestants. En Hongrie, les prix des repas ont augmenté de 30% la semaine dernière.

A l'heure où l'Union Soviétique veut encore davantage accentuer la dépendance des pays de l'Europe de l'Est, pousser la «division internationale du travail», le discours du représentant bulgare n'est pas étonnant : la Bulgarie est un pays particulièrement soumis à l'Union Soviétique et son économie en est très dépendante (essentiellement orientée vers la production agricole). Le social-impérialisme peut remercier Stanko Todorov !

Italie :

SACCUCCI, ASSASSIN D'UN ANTI-FASCISTE, REMIS EN LIBERTÉ

Saccucci est libéré : le mandat d'arrêt lancé contre lui a été annulé ! Cet assassin, député fasciste de son état, avait tiré dans une manifestation anti-fasciste et tué un jeune participant. Alors que tout le monde savait qu'il avait tué, il a fallu plus d'une semaine pour qu'il soit accusé : il avait eu le temps de se rendre à Londres où il se cachait si mal qu'il a été arrêté. Pourquoi ne se rendrait-il pas en Allemagne ou en Espagne cette fois ?

Chaque fois qu'elle a affaire à la piste noire, la justice italienne n'est pas pressée.

Elle laisse aux assassins le temps de se cacher, de se forger des alibis. Saccucci a d'ailleurs fait partie d'une tentative de coup d'Etat. Il était resté député. Par contre, les hauts fonctionnaires du ministère de la justice s'ils bloquent les recherches concernant la piste noire, obligent les magistrats à rechercher la «piste rouge» des organisations révolutionnaires. Ce sont les amis de Saccucci qui ont fait sauter la banque de Milan en 1969. Pendant plusieurs années Valpreda est resté jeté en prison pour ce crime qu'il n'avait pas commis.

La Pologne et les investissements capitalistes occidentaux...

Le programme d'investissements polonais prévoit désormais la possibilité de recevoir des capitaux occidentaux. Certes, il en existait déjà, mais n'étaient acceptés jusqu'à présent que les capitaux détenus par des personnes d'origine polonaise. Cet obstacle vient d'être levé. Cela devrait permettre d'apporter à la Pologne des devises convertibles d'autant plus que les frais d'investissement et 30% au moins du montant des investissements doivent se faire dans des monnaies occidentales. Les dirigeants polonais comptent sur des capitaux surtout dans le secteur du tourisme, des restaurants, des hôtels, ce qui amènera encore d'autres devises.

● MONTEDISON ACQUITTÉE : UNE LOI SUR MESURE : La Montedison a été acquittée dans l'affaire des boues rouges, en vertu d'une loi votée spécialement pour elle. Alors qu'elle avait été condamnée pour le déversement des boues rouges en 1974. Un député démocrate chrétien a fait voter en mai dernier, un amendement à la loi sur la pollution que les députés discutaient ; celui-ci prévoyait la prescription pour tous les délits antérieurs au texte. La Montedison est donc acquittée !

ALLEMAGNE : MORT DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, GUSTAV HEINEMANN

D'abord professeur de droit sous le nazisme, Gustav Heinemann commença sa carrière politique après la guerre. Ministre de l'Intérieur sous Adenauer, il quitta le gouvernement en 1950, la CDU en 1952 et adhéra au SPD en 1957. Il fut président de la République de 69 à 74. Il est connu pour avoir pris des positions «libérales» et récemment s'était élevé contre les interdictions professionnelles pour motif politique, mais son influence est restée très limitée. «L'Allemagne est une patrie très difficile», avait-il déclaré. Mais qu'a-t-il fait pour changer cela ?

LE NIGER FACE A LA MAIN-MISE ETRANGERE (3)

PAR ANETTE JANDET

UN REGIME NEO-COLONIAL

Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Niger : un pays, un peuple jadis considérés comme chasse gardée par la bourgeoisie française. Aujourd'hui, le Niger doit encore affronter la volonté de pillage de l'impérialisme français et d'autres impérialismes, incapables de tirer les leçons de l'avancée actuelle du mouvement de libération en Afrique qui les rejetera définitivement.

Pour assurer le maintien de sa présence et la défense de ses intérêts économiques au Niger, l'impérialisme français a mis en place dès 1956 un contrôle rigide sur le personnel politique nigérien, en prévision de «l'indépendance» accordée en 1960 au Niger comme aux autres pays d'Afrique sous domination française.

12 ANS DE DOMINATION COLONIALE SEREINE

En 1960, la communauté française (entendez l'empire colonial français), déjà sérieusement ébranlée par la formidable victoire du peuple vietnamien (1954), affaibli par les indépendances du Maroc, de la Tunisie (1956), s'apprête à encaisser la grande défaite que va lui infliger le peuple algérien (1962). Pour limiter la débâcle (et sauvegarder l'essentiel), De Gaulle prend les devants et décide d'accorder une indépendance formelle aux autres possessions d'Afrique sous domination française. Il espère satisfaire ainsi, les petites bourgeoisies locales en leur attribuant un rôle politique dans les gouvernements locaux et s'en faire des alliés pour contrôler et exploiter les masses africaines au profit de l'impérialisme français. Au Niger, Diouri Hamani et ses amis du PPN-RDA (1), appellent à voter oui au référendum organisé en 1960 par De Gaulle pour une indépendance octroyée dans le cadre de la «communauté

française». Seule la Guinée de Sékou Touré se prononce clairement pour une véritable indépendance et oppose un non qui reste un symbole pour l'Afrique. Au Niger, seul le parti sawaba a appelé à voter non. Les masses nigériennes ne se sont pas senties concernées par ce jeu politique, l'abstention a recueilli 2/3 des voix. Sur le 1/3 restant 25 % des voix sont allées au non. Les accords régissant les nouveaux rapports néo-coloniaux dits de «coopération» sont signés en 1961. La France conserve tous ses privilèges économiques et stratégiques. 15 ans après ils restent en application. Pendant 14 ans, Diouri s'est montré un fidèle partisan de la francophonie, un serviteur docile des impérialistes français. Et pourtant quand le gouvernement Hamani est renversé le 15 avril 1974 il ne fait de doute pour personne que le gouvernement français est intervenu directement pour fomenter le coup d'Etat.



Diouri Hamani

LA FAMINE

Mais c'est surtout à l'aggravation de la famine que Diouri doit s'affronter. Après en avoir nié la réalité, son gouvernement est obligé d'en dévoiler l'ampleur. Le Niger est le pays le plus touché, la moitié du cheptel est détruite, les nomades descendent au Sud, les agriculteurs quittent leurs terres et affluent vers les centres urbains. Les camps d'hébergement où les conditions de survie sont ca-

tastrophiques s'ouvrent à travers tout le pays. Dans cette situation, l'entourage de Diouri s'enrichit de plus en plus par la corruption et l'accaparement des dons céréaliers, les gros commerçants liés à l'appareil d'Etat spéculent sur les vivres tandis que les puissances impérialistes sous le couvert de l'aide accentuent leur mainmise sur le Niger donnant libre cours à leurs rivalités.

substantiels sur la question de l'uranium.

Dès 1972 Diouri demande au gouvernement français la révision de l'article V. En 1974, il s'entend avec Bongo, président du Gabon, sur une attitude commune face à la France. Quand celle-ci consent enfin à envoyer une délégation en mars 1974 à Niamey, elle se trouve devant une double délégation nigéro-gabonaise fermement résolue à engager une discussion de fond sur le problème de l'uranium. Pour la première fois, la France est confrontée à une riposte concertée de 2 pays jusqu'ici dominés sans problème. Elle refuse toute discussion, puis finit par promettre en avril 1974

une rencontre pour la révision des accords. M. de Lipkowski, actuel secrétaire d'Etat aux «néo-colonies», doit se rendre à Niamey le 19 avril 1974. Le 15 avril, un coup d'Etat sous la direction du lieutenant colonel Kountché renverse le gouvernement Diouri. Les services de Foccart (2) sont parfaitement au courant et laissent faire. Ainsi, le gouvernement français n'a pas voulu tolérer qu'un chef d'Etat qui lui était pourtant particulièrement dévoué et qui servait avec zèle ses intérêts, ose négocier un léger aménagement des rapports entre les deux pays et touche, un tant soit peu, au sacro-saint CEA.

LE COUP D'ETAT DU 15 AVRIL 1974

Kountché justifie sa prise de pouvoir par la nécessité de «mettre fin à l'état d'affairisme et de corruption» du régime Diouri. Parallèlement aux mesures qu'il prend pour juguler la famine et aux mesures de relèvement des salaires (le SMIG passe de 5 000 francs CFA à 8 300 francs CFA par mois), Kountché décide un certain nombre de mesures politiques. Le CMS, comité militaire suprême, est né, qui dirige toutes les activités du pays et qui met en place un gouvernement exclusivement militaire. Le PPN-RDA est dissous et toute activité politique interdite. Pour encadrer les différentes couches de la population, des organisations de masse sont créées en 1974 directement liées au CMS.

Toutes ces mesures visent à mettre fin aux abus les plus criants, à apaiser le mécontentement du peuple et à tenter de mettre en place un nouveau type d'encadrement des masses. Mais si Kountché a demandé le départ de la base, il s'est bien gardé de renvoyer les 70 assistants techniques (10 officiers, 60 sous-officiers français) qui font office de «conseillers» militaires de l'armée nigérienne (2500 hommes).

La révision des accords de coopération que Diouri réclamait depuis 1972 avec insistance et que le gouvernement français refusait avec acharnement n'a toujours pas eu lieu. C'était un point test de l'attitude du gouvernement Kountché à l'égard de l'impérialisme français. Mais celui-ci était très vite rassuré : dès le coup d'Etat, Kountché affirmait «qu'il n'était nullement question de remettre en cause quoique ce soit» et fin mars 1976 alors qu'on attendait la révision pour le mois de mai, M. Djermakoye, membre du gouvernement Kountché déclarait que «la révision des accords de coopération entre le Niger et la France constitue pour nous un moindre souci, étant donné que l'essentiel a été révisé dans le domaine de la défense». Ainsi l'essentiel pour ce gouvernement ce n'est pas que toutes les richesses industrielles et agricoles soient soumises au pillage impérialiste, ce n'est pas non plus que les accords de défense signés en 1961 avec la France, permettent à celle-ci d'intervenir militairement au Niger à tout moment. Il est clair que Kountché n'entend pas remettre en cause la domination française sur le Niger.



Kountché

Ce sont la Damaris, organisation de la jeunesse, l'association des femmes du Niger, l'organisation des parents d'élèves, l'association islamique du Niger, qui devaient toutes s'intégrer en avril 1976 dans un «Mouvement National de Mobilisation et d'Action». Tous les prisonniers du régime Diouri sont libérés, y compris les Sawabistes (depuis 1960 les prisonniers de Diouri ont renfermé 7000 détenus). Enfin Kountché demande le départ de la base française stationnée à Niamey.

L'AUTOCRITIQUE FORCÉE DE HAMANI

On ne peut ignorer plus longtemps la crise profonde qui secoue le pays. En janvier 1974, dans un grand discours, faisant une autocritique de sa politique passée, il pose les bases d'une nouvelle

orientation. Il dénonce :
- l'incohérence de l'aide
- la politique des grands projets de développement capitaliste
- les termes de l'échange entre pays du tiers monde et puissance industrielle. Il réclame une aide massive et rationnelle, le financement de petits projets à l'échelle de villages (creusement de puits...) pour tenter de juguler la famine qui menace directement son régime.

Ce plan de sauvetage du pays nécessite un financement important de l'ordre de 5 millions de francs. Diouri l'attend de prêts internationaux, mais compte surtout sur les revenus de l'uranium. Il s'agit d'une part d'obtenir un relèvement du prix du minéral, mais surtout d'en débattre avec le gouvernement français, en passant par dessus le CEA. Diouri veut affirmer que le Niger est un pays indépendant, un interlocuteur valable de la France, et donc contenir une partie de la petite bourgeoisie qui souhaite affirmer son pouvoir politique. Or en avril 1974, doit se tenir le congrès du PPN-RDA, le premier depuis sa création en 1946. Pour Diouri c'est une échéance qu'il ne doit pas manquer pour épurer son parti des éléments trop compromis et ressouder ses partisans autour de lui. Pour cela, il doit présenter un bilan positif de son action et des résultats



12 ANS D'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE DES MASSES

C'est qu'après 14 ans d'usage, Diouri n'est plus pour la France l'homme de la situation. Dès 1973, les échecs du régime sont évidents. Les éléments de la petite bourgeoisie, les personnels de la fonction

publique, les ouvriers, les élèves, les étudiants entrent en conflit avec le gouvernement :
- novembre 72 : grève à la Nitex et aux PTT de Niamey
- janvier 73 : grève à la Somair
- mai 1973 : nouvelles grèves au PTT
Tout au long de l'année 1973, les élèves et les étudiants dénoncent la responsabilité du gouvernement dans la famine.

- février : tract des lycéens de Niamey
- avril : tract du CES de Niamey
- août : tract de l'organisation des étudiants l'USN
- octobre 1973 : grève générale des établissements scolaires du pays jusqu'à fin janvier 1974
Le gouvernement réagit par l'expulsion des élèves, la fermeture des établissements, la dissolution de l'USN, des arrestations massives.

(1) PPN-RDA : section nigérienne du Rassemblement Démocratique.

(2) Secrétaire général à la présidence pour les affaires africaines.

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Nous demandons aux camarades qui lisent le «Quotidien du Peuple» et le soutiennent, d'arrêter de l'acheter en kiosque et de s'abonner directement pour un an au journal. Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages (abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (15 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

NOM (en capitales).....
Prénom.....
Adresse.....
Ville.....

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

- Mode de Versement :
- En une fois.....
 - En trois fois.....

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

PHOTOGRAPHIE

Une étape facile à franchir

LE DÉVELOPPEMENT D'UNE PELLICULE

On a déjà vu le matériel nécessaire au développement d'une pellicule photographique :

- une cuve de développement ;
- les produits (révélateur, bain d'arrêt, fixateur) ;
- une thermomètre à alcool ;

Pour développer une pellicule, il faut tout d'abord :

- fabriquer le révélateur : il est sous forme de liquide ou de poudre. Il faut bien le diluer et mélanger, une heure ou deux avant l'emploi, afin qu'il soit bien homogène. Pour le préparer, il faut suivre les indications du fabricant. On achète le révélateur dans les magasins photos (il est possible de le fabriquer soi-même, mais les produits sont difficiles à trouver dans le commerce, surtout en petite quantité). Il faut préciser, un révélateur film.
- fabriquer le bain d'arrêt : c'est une solution d'acide acétique diluée à 2% dans de l'eau. Cette préparation peut être faite juste avant le développement. Pas de délai nécessaire. L'acide acétique s'achète en pharmacie, ou

dans les magasins photos (il faut voir où c'est le moins cher).

- fabriquer le fixateur : là aussi, il y a dilution d'une poudre ou d'un liquide à faire dans l'eau. On trouve ce produit dans les magasins photos.

Une fois les produits préparés, il faut les amener à une température constante, 20°C, qui devra toujours être respectée. Un moyen simple pour garder les produits à température : le bain-marie. On prend une cuvette, de l'eau chaude ou froide, on immerge dans cette cuvette les récipients contenant les produits. On surveille de temps à autre, la température à l'aide du thermomètre à alcool. Il faut qu'au moment du développement, la température du révélateur soit à 20°C.

Une fois les produits prêts, on en vient au chargement de la cuve de développement. Si la charge de la cuve se fait en plein jour, pas de problèmes. Si le chargement se fait dans l'obscurité, il faut

avant d'éteindre la lumière, bien repérer les différents éléments de la cuve. Il faut bien s'entraîner à charger ces cuves, en utilisant de vieux films, ou en sacrifiant un ou deux films sans intérêt. Il faut s'habituer au maniement dans le noir de ce type de cuve. Les différentes opérations sont expliquées dans la notice qui accompagne les cuves lors de l'achat. Bien s'y conformer.

Une fois la pellicule dans la cuve de développement, on peut verser le révélateur. Dernière précaution : la température. Elle doit être à 20°C impérativement. Lorsque la température est soit trop élevée, soit trop basse, les résultats sont sensiblement différents. Il peut y avoir sur ou sous-développement, et ainsi on risque d'obtenir des photos trop blanches ou trop sombres.

On verse donc le révélateur dans la cuve. On repère le temps sur une montre (avec trotteuse, c'est important, car il faut des temps les plus stricts possibles), ou sur un

réveil de cuisine. Pendant que le révélateur agit, il faut remuer légèrement la cuve pour que le produit circule bien et se renouvelle. Il existe sur certaines cuves un système pour agiter la spire autour de laquelle le film est enroulé. Il faut en général agiter pendant dix secondes toutes les minutes.

Au bout du temps nécessaire, on reverse le révélateur dans son récipient, puis on rince, soit en branchant la cuve sur un robinet d'eau, soit en remplissant la cuve avec de l'eau et en agitant. On lave pendant trente secondes, puis on jette l'eau.

On verse le bain d'arrêt, on agite pendant une ou deux minutes, puis on verse le bain d'arrêt.

Rinçage à l'eau rapide, comme la fois précédente, puis on verse le fixateur. On le laisse agir pendant une dizaine de minutes, en remuant de temps en temps. Il ne faut pas ouvrir la cuve avant d'avoir laissé agir le fixateur pendant ces dix

minutes. On risque de voiler partiellement les pellicules si on ouvre la cuve alors que le fixateur n'a pas encore pu faire effet.

Après le fixateur, on rince la pellicule pendant une demi-heure environ (pas moins). On verse ensuite dans la cuve une solution de Teepol ou de Mir diluée abondamment dans de l'eau, on attend une ou deux minutes, puis on sort la pellicule, et on l'étend sans l'essuyer (afin de ne pas la rayer), à l'abri de la poussière. On met du Teepol pour que les impuretés de l'eau glisse le long du film, et ne s'incruster pas dans la gélatine du film en séchant (on évite ainsi les tâches). Il ne faut pas chauffer la pellicule pour la sécher. Il faut la laisser sécher à la température ambiante. Il y a beaucoup d'opérations mais elles sont toutes très simples. De plus, il est très intéressant de développer ses propres pellicules. Nous verrons la prochaine fois les produits, les températures et les temps de développement.

SAMEDI 10 JUILLET

TF 1

19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Des magiciens
21 h 35 - Regan, série américaine
22 h 25 - Athlétisme : France-URSS
23 h 25 - Journal

A 2

20 h 00 - Journal
20 h 35 - Domino, pièce
22 h 20 - Dix de der
23 h 40 - Journal

FR 3

19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Festival du court métrage
20 h 30 - Les doux jeux de l'été passé, film TV tchèque
22 h 00 - Journal

DIMANCHE 11 JUILLET

TF 1

20 h 30 - Le repos du guerrier, film français de R. Vadim (62)

A 2

21 h 40 - La dynastie des Forsyte
22 h 35 - La clé sous la porte

FR 3

20 h 05 - Les mystères de la Tamise
20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir : la liberté

FEUILLETON

Hebken

de

YOUENN C'ÓIC

Conte gueux

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Youenn Hebken et sa femme Anna vivent des années de misère. Listiala, notable de Pont l'Abbé les chasse de Tréguennec.

La grâce de dieu pour une fois fut du côté de Youenn Hebken : le vieux Listiala étant mort, ses neveux se disputèrent son héritage. Et comme, entre-temps, c'était le notaire qui gérait les biens en attendant la fin des procès, qui n'était pas pour demain, Youenn s'arrangea pour louer un pen ti du côté de Plogastell Saint-Germain, chose qui n'aurait pas été imaginable du temps du vieux maire, qui le considérait comme responsable de la mort de sa femme et de son fils, puisque c'était à cause de son refus que le bateau de Bordeaux avait amené la peste à Pont l'Abbé.

La condition n'était pas mauvaise, par rapport à la vie qu'ils avaient connue avant. C'était même une sécurité, et ils n'avaient pas su jusque là ce que c'était.

Bien sûr, il n'était pas question pour Youenn de recommencer l'expérience de la charrue, car il avait clos définitivement cette vocation après l'incendie des outils légués par Jobig. D'ailleurs, il n'avait aucun instrument, et il ne souhaitait pas en louer à Per Ti Glaz, le gros fermier qui lui sous-louait le pen ti. Juste une mesure et un liorz pour potager. Youenn avait assez.

Comme il n'était pas question qu'il donne son travail sur les terres de Per, en échange, il dut aller en chercher à la féculerie où, la vengeance de Listiala étant partie avec son âme, le contremaître ne trouva rien à redire devant les bras offerts.

Anna vint peu après aussi, mais on lui dit qu'on ne voulait pas d'elle, à cause de ses cheveux rouges qui étaient connus dans tout le pays bigouden à désigner sa mauvaise tête.

Youenn apprit à filer droit. Il travailla durement tout l'hiver. Il avait froid à cause des courants d'air qui gelaient les jambes et les doigts. Mais il serrait les dents.

Les domestiques de feu Listiala travaillaient aussi, sans un murmure, parce que le contremaître était toujours derrière leur dos, et qu'ils ne voulaient pas perdre leur pen ti pour une parole de trop.

On leur avait dit que Youenn n'était pas un mauvais bougre de nature, mais qu'il valait mieux ne pas frayer de son côté, parce que sa femme était Anna Bleo Ruz, dont les bourgeois de Pont

l'Abbé avait fait un symbole et une légende, en mélangeant parmi ses cheveux rouges les cornes du diable et le drapeau de la révolution. En plus, ils n'allaient jamais à la messe, ni l'un ni l'autre, ce qui était scandaleux et preuve d'insoumission à l'ordre.

Youenn ne reçut pas le moindre salaire. La féculerie, en réalité, servait à nourrir les journaliers du domaine et, plus généralement, de tous les domaines du défunt qui en possédait deux autres, une à Pont l'Abbé, une autre à Loctudy. Celles-là travaillaient pour l'exportation. Ici, on faisait 1 000 kilos de fécule sèche pendant la mauvaise saison. Puis, les femmes des ouvriers mélangeaient leur ration à la farine de blé noir et d'avoine que vendait le régisseur du domaine, et quelquefois en faisaient des crêpes ou de la bouillie.

Chaque semaine, chaque famille recevait une part. Plus on était bien vu du contremaître, plus la part était grosse, et inversement.

Youenn n'eut jamais que les restachous. Un jour qu'il protestait, le contremaître lui dit :
- Si c'est bon pour les cochons, c'est bon pour toi, pen mor'ch.

Le lendemain, c'était dimanche, et pardon par-dessus le marché.

On vit pour la première fois Anna Bleo Ruz, dans une robe noire propre où Youenn, pendant leur exil des palues, avait pris le temps de broder des motifs orangés qui firent pâlir d'envie toutes les femmes de têtes de cochon de la paroisse de Plogastel, oui, on vit Anna venir à la grand'messe, l'air fier, et le visage fermé.

Le curé, qui avait toujours été soumis à Monsieur Listiala tremblait de honte de voir dans son église cette femme impie. Mais comme Anna ne faisait pas de scandale, et qu'au fond il avait peur de discuter avec le diable, il fit sa messe quand-même.

Au moment où le curé s'appretait à demander des volontaires pour aller chercher les bannières dans la sacristie et prendre la statue de la vierge pour la promener dans les rues du bourg, Anna Bleo Ruz se fraya un chemin vers la chaire, monta jusqu'en haut et, au milieu d'un silence de mort, prêcha la révolution.

- Je ne vois pas ici un seul homme avec quelque

chose dans son pantalon. Je ne vois que des verrats qui rampent dans la merde pour avoir les épluchures des patates que Listiala leur donne, même s'il est mort. Et ça va continuer longtemps, parce que vous ne voyez pas clair. Quand un homme ne sait plus ressentir de la honte parce qu'il a l'habitude de se vautrer dedans tous les jours, c'est un pourceau qu'il est devenu, et il devrait se garder de venir salir une église, parce que dieu veut être honoré par des humains, pas par des bêtes. Tout à l'heure, vous allez porter Notre-Dame immaculée, avec vos mains merdeuses, et vous allez la souiller.

Une voix tremblante de martyr agonisant monta du fond de la nef :

- Blasphème ! blasphème ! Comment peux-tu, infecte succube, venir remuer tes cheveux rouges comme les flammes de l'enfer sous la croix de notre seigneur Jésus ? Veux-tu apporter la damnation à ces pauvres pécheurs que tu envoûtes de paroles injurieuses ! Debout, debout, mes enfants, chassez la diablesse de la maison de dieu. Purifiez madame la vierge de l'offense qu'elle lui a faite...

Mais personne ne bougea. Non, personne. Entre la bouche de dieu et la bouche du diable, était un silence.

Anna descendit lentement de la chaire, et traversa les rangées sans qu'un seul remuât ou respirât devant sa figure pâle et ses yeux durs.

Elle sortit de l'église par la grande allée, comme une madonne.

Le curé se dépêcha d'occuper la place qu'elle venait d'abandonner, à peine eût-elle franchi la porte.

- A genoux ! A genoux ! Misérables païens ! Il y eut un grand bruit de chaises.

- A genoux ! A genoux ! Nous allons recommencer la messe !

Et il leva des mains terribles au-dessus de l'assemblée : « Itron Varia, Itron Varia, pardonne ! » Mais eux étaient en train de s'en aller.

Et le curé s'affaissa dedans son nid de pie, après que le dernier l'ait abandonné tout seul dans son église à subir la colère de la vierge.

Youenn Hebken était dehors à les attendre. Anna Bleo Ruz était retournée dans leur pen ti. Elle avait fini sa tâche. C'était à lui de commencer la sienne.

(à suivre)

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ARGENTINE EN VISITE EN FRANCE

MARTINEZ DE HOZ DEHORS!

par Hélène VARJAC

Le Plan Martinez de Hoz a pour clef de voûte la stabilisation politique du pays. Or près de quatre mois après le coup d'Etat de la Junta, il est clair que la stabilisation est impossible : malgré le renforcement de la répression, qui touche maintenant très systématiquement les «suspects» et leurs familles, malgré sa brutalité (assassinats en plein centre des villes, cadavres mutilés retrouvés dans les terrains vagues, enlèvements et tortures), malgré les nouvelles mesures telles que le rétablissement légal de la peine de mort pour «subversion», et l'élargissement de la notion de «subversion», on peut affirmer aujourd'hui que la Résistance en Argentine vit et se développe.

GUERRILLA URBAINE : CARDOZO SAUTE

La Junta Militaire actuelle n'a pas réussi à briser la lutte de guérilla, particulièrement celle des Montoneros (organisation péroniste pratiquant la lutte armée dans les villes). Le fait le plus spectaculaire de ces derniers temps, a été la liquidation du chef de la police, le général Cardozo.

LE CENTRE DE LA RÉSISTANCE : LES USINES

Pourtant, ce n'est pas là que se situe le centre de gravité de la Résistance, c'est dans les usines. Dès les premières semaines, on percevait les premiers indices d'une résistance passive, d'un repli, non d'un écrasement. La confirmation éclatante était venue avec la grève des huit mille ouvriers d'IKA Renault à Cordoba. Pour les mois de mai et de juin, on ne compte plus les grèves, les actions de sabotage et le coulage des cadences. A Vicente Lopez, par exemple, les six cents ouvriers de la Société EMA (electromecanica) se sont mis en grève contre le licenciement de trois délégués ; après la grève, trois autres ouvriers sont licenciés et la direction fait appel à l'armée. Aux cris de «EMA, il ne faut pas lâcher», les ouvriers, soutenus par une manifestation d'environ mille personnes, des gens des bidonvilles avoisinants, affrontent l'armée. Celle-ci doit se retirer. Le patron renonce aux licenciements et tous les emprisonnés sont relâchés.

SABOTAGES : LES MOTEURS DE VOITURE EXPLOSENT DANS LES SALLES D'ESSAIS

Sur les chantiers de construction du barrage de Salto Grande, il y avait toutes les semaines des tracts appelant à la mobilisation et à la lutte. Les militaires exaspérés investissent le chantier et instaurent des fouilles à l'entrée et à la sortie ; les ouvriers doivent même enlever leurs chaussures. Le lendemain, les militaires reçoivent sur eux une pluie de tracts ; les ouvriers les avaient glissés dans les tuyaux d'échappement des machines utilisées sur le chantier. Ils ont aussi coupé l'arrivée

d'eau dans les bétonnières, le ciment a durci et tout le chantier a été arrêté pendant deux jours.



Des actions de sabotage ont eu lieu un peu partout : les ouvriers de l'usine sidérurgique de Dalmine Campana (3 500 ouvriers) ont sectionné un câble de 3 200 volts, qui alimentait les hauts-fourneaux. Chez Sudamtex (2 500 ouvriers), tous les rouleaux de tissus présentent des déchirures car les ouvriers ont sectionné des fils. Mais c'est dans l'industrie automobile que le sabotage et le coulage des cadences sont les plus actifs : chez Mercedes-Benz, chez Peugeot où les bloc-moteurs sont systématiquement sabotés, chez Renault où plusieurs moteurs ont explosé dans la salle d'essais et où le rythme de montage est passé de 210 à 160 voitures par jour...

LE RÔLE DES COORDINADORAS

Il ne s'agit pas là d'actions individuelles, isolées, mais d'un sabotage massif, qui fait d'ailleurs partie des traditions de lutte de la classe ouvrière argentine, de même que le coulage des cadences ; et c'est massivement que les ouvriers de ces usines affrontent la répression et les interventions de l'armée. Dans la plupart des cas, on trouve à la base de

ces luttes, les *Coordinadoras* (coordinations de syndicats en lutte), structure syndicale qui s'est formée dans les années antérieures dans la lutte contre la bureaucratie syndicale collaborant avec le péronisme au pouvoir. Or, si la Junta militaire aujourd'hui emprisonne, ou réprime sélectivement certains dirigeants syndicaux péronistes, parmi les plus corrompus, - car il faut bien qu'elle accrédite l'idée d'une armée pure, désireuse de lutter contre la corruption et la désorganisation de la période antérieure -, cependant, elle entend bien se servir

de cette même bureaucratie syndicale partout où c'est possible. De fait, ceux qui sont les plus frappés aujourd'hui par la répression sont précisément les activistes ouvriers, regroupés dans les *Coordinadoras* ou proches de celles-ci. C'est contre eux qu'ont eu lieu les premiers Conseils de guerre et les exécutions officielles. Malgré l'ampleur et la férocité de la répression, il semblerait aujourd'hui, d'après les dernières nouvelles, que les *Coordinadoras*, qui existaient au niveau de zones ou de provinces, soient en passe de se regrouper au niveau national. Le terrain sur lequel se mènent les luttes ouvrières est un terrain décisif. Les ouvriers, en luttant pour l'augmentation des salaires et en refusant l'augmentation de productivité dans les entreprises savent à la base tout le redressement économique prévu par le Plan Martinez de Hoz. Ils empêchent la «stabilisation politique» dont rêve la bourgeoisie argentine, détruisent d'emblée toute «justification» - auprès de certaines couches - du coup d'Etat militaire par un redressement économique qui, d'éventuel, devient de plus en plus hypothétique.

Martinez de Hoz : l'enfant chéri des trusts américains

Cette semaine, Martinez de Hoz s'est signalé, en déclarant à propos des milliers de réfugiés chiliens, uruguayens ou boliviens qui se trouvent en Argentine : «Ils ont souvent des activités terroristes et nous causent de ce fait un grave problème». Il est le seul officiel argentin à avoir osé parler de l'expulsion projetée par le gouvernement d'environ un demi-million de personnes.

Martinez de Hoz est propriétaire d'environ 300 000 hectares de terre et d'haras dans la province de Buenos Aires. L'Argentine est un des plus gros producteurs mondiaux de viande, et la bourgeoisie agro-pécaire est la principale bénéficiaire du plan économique du nouveau ministre.

Martinez de Hoz a reçu le titre d'enfant chéri du monde des affaires en Amérique

(louange décernée le 8 avril 76 par la revue «Mercado»).

Martinez de Hoz a été ou est encore président ou membre du directoire de 12 sociétés, parmi les plus importantes du pays : entre autres, ACINDAR (industrie argentine de l'acier), Pan-américan World Airways, et les nombreuses entreprises ou banques dépendant de l'empire Morgan, dont le représentant en Argentine s'appelle Grupo Roberts...

Il est aussi directement lié à 5 autres entreprises du pays, de l'élevage industriel à la chimie en passant par le ciment et l'amiante.

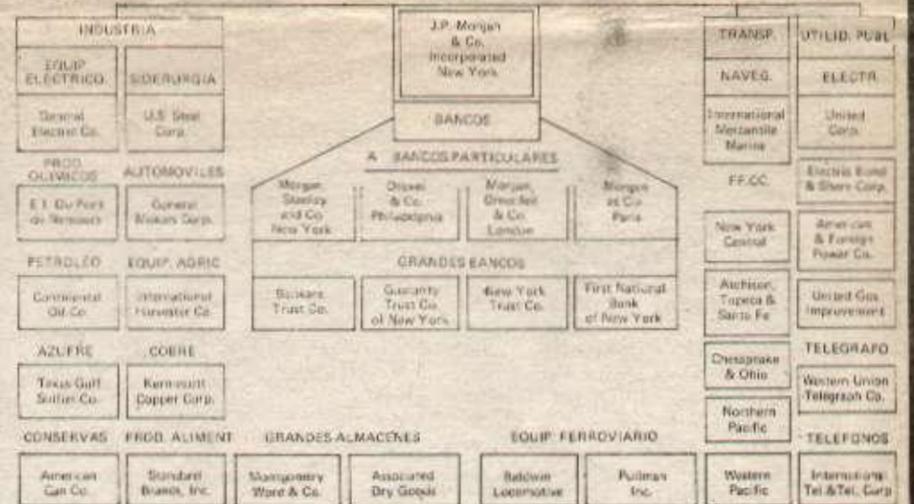
Martinez de Hoz est président ou membre de 4 organismes économiques ou financiers internationaux parmi lesquels la Junta Patronale, conseillère de l'OEA (Organisation des Etats Américains).

Il est président du Conseil

Patronal Argentin, équivalent du CNPF en France.

Martinez de Hoz a occupé de multiples fonctions dans l'appareil d'Etat argentin. Mais c'est comme secrétaire de l'agriculture et de l'élevage, en 62-63 qu'il a, de l'avis de la bourgeoisie argentine, fait preuve de la plus grande «efficacité» : il a scrupuleusement accompli les directives du Fonds Monétaire International et du Club de Paris. Dernièrement, le FMI a accepté un nouvel étalement des dettes argentines et de nouveaux crédits (de l'ordre de 350 millions de dollars), ce qu'il avait refusé avec une certaine constance sous le gouvernement Peron. Enfant chéri du patronat, Martinez de Hoz est aussi semble-t-il l'enfant gâté des Américains.

Décidément, ce n'est pas n'importe qui que reçoit Giscard!



LE PLAN DE MARTINEZ DE HOZ : RÊVES POUR LA BOURGEOISIE, CAUCHEMARS POUR LE PEUPLE

Le jugement de W.E. Simon, secrétaire au Trésor US : «L'audacieux programme pour stabiliser l'économie argentine mérite notre appui».

L'appui s'est monnayé : 350 millions viennent d'être débloqués.

Le plan Martinez de Hoz repose fondamentalement sur une hypothétique stabilisation politique, permettant le renforcement de l'exploitation et de la discipline militaire dans les usines. Son objectif prioritaire est la lutte contre l'inflation qui avait atteint près de 500 % en 1975. Pour cela, Martinez de Hoz mise sur un blocage des salaires et une réduction de la consommation populaire «génératrice, selon lui, d'inflation». Les prix, eux, sont libres ! Mais dès le 8 mai, il a été obligé d'accepter un réajustement des salaires. Toujours dans l'esprit de réduire les dépenses budgétaires,

Martinez de Hoz a prévu le licenciement d'environ un million de fonctionnaires et cette mesure est déjà passée à l'application.

En diminuant l'inflation, la Junta espère pouvoir drainer de nouveau l'épargne et attirer les investissements étrangers qui avaient déserté l'Argentine. Des facilités accrues pour le rapatriement des capitaux ont été décidées (jusqu'à maintenant, il était limité à 40 %).

L'autre volet est le soutien à l'exportation, particulièrement à la bourgeoisie agro-pécaire (production de viande et culture industrielle liées) : fixation d'un prix

plancher en deçà duquel il y aura intervention, liberté des prix, nouveau type de change et remise aux mains du secteur privé du commerce extérieur de grains et de viande.

Ce dernier aspect de la politique actuelle de la Junta n'est sans doute pas étranger à la visite en France de Martinez de Hoz. D'ores et déjà, il y a des arrivages réguliers de viande en France et il voudrait probablement amplifier ces ventes. Voilà sans doute ce que, à l'heure de la sécheresse et de la baisse des cours, les paysans en France seront contents d'apprendre !